



Rassemblement de Suisses Musulmans (RSM)

Réfléchir et agir après la votation « contre les minarets »

Gruppe Muslimischer Schweizerinnen und Schweizer (GSM)

Überlegungen und Massnahmen nach der Abstimmung

»Anti-Minarettinitiative«

Raggruppamento degli Svizzeri Musulmani (RSM)

Riflettere e agire dopo il voto del iniziativa “anti-minareti”

Rassemblement de Suisses musulmans (RSM)

Réfléchir et agir après la votation du 29 novembre 2009

Français 3

Gruppe muslimischer Schweizerinnen und Schweizer (GMS)

Überlegungen und Massnahmen nach der Abstimmung
vom 29. November 2009

Deutsch 23

Raggruppamento degli svizzeri musulmani (RSM)

Riflettere e agire dopo il voto del 29 novembre 2009

Italiano (versione abbreviata) 43

Minarets, deux ans après : remplacer le rejet par le respect

Le 29/11/2009, la nouvelle des résultats du vote sur les minarets retentissait comme une onde de choc en Suisse, secouant au passage les milieux politiques, et soulevant des vagues bien au-delà des frontières nationales. Au sud de la Méditerranée naturellement, mais aussi outre-Atlantique où des américains hilares s'étonnaient que l'Europe progressiste puisse se montrer si arriérée en matière de diversité religieuse. Notre pays s'est mis à regarder le monde musulman avec inquiétude, soucieux d'éventuelles mesures de rétorsion soulevées par cette offense indirecte.

Passé le premier embarras et une fois calmées les peurs, restait aux décideurs et aux citoyens la tâche de comprendre pourquoi cette proposition jugée saugrenue avait rencontré un tel soutien populaire et comment on avait pu sous-estimer l'importance d'une opposition appropriée. Il restait aussi à démontrer que l'initiative « ne traduisait en rien un sentiment hostile envers l'Islam et les musulmans de Suisse ». En parallèle avec des initiatives politiques, un groupe de citoyens Suisses musulmans s'est constitué pour étudier les motivations du vote et identifier des pistes pour y répondre concrètement. Ce « rassemblement de suisses musulmans » (RSM), un espace informel d'échange, de réflexion et de proposition, a analysé la réalité musulmane et le phénomène de sa sous-représentation en Suisse actuellement. Il publie aujourd'hui un inventaire de propositions à destination des pouvoirs publics (fédéral, cantonal et communal), des communautés musulmanes et d'autres religions, des partis politiques, des faiseurs d'opinion et des citoyens.

Les débats sur l'Islam en Suisse sont souvent liés à la question de l'intégration des migrants, alors même qu'une grande partie de la population musulmane est de nationalité suisse et qu'on ne recense que de rares problèmes concrets de cohabitation avec des musulmans en Suisse. De fait, les analyses de vote ont confirmé que le problème de fond soulevé par l'initiative « contre les minarets » est lié à l'image négative de l'Islam et des musulmans dans la société suisse.

Découlant de questions de politique nationale et internationale indépendantes des musulmans en Suisse, cette perception biaisée s'explique aussi par la faible représentation des musulmans dans la vie publique suisse. Une volonté de discrétion, le refus d'imposer sa religion dans la sphère publique, un défaut d'exploitation des capacités et une certaine discrimination concordent à entraver la pleine participation des musulmans dans la société.

Le catalogue de recommandations que propose le RSM fait un survol de ce qui se fait en Suisse actuellement pour promouvoir l'inclusion et la cohésion. Il suggère des modes d'action complémentaires qui permettent aux musulmans de Suisse de participer pleinement à la vie sociale, politique et associative et de rendre visible leurs contributions à la société. Ces mesures visent à renforcer deux domaines : communication et citoyenneté. La première parce qu'une meilleure information et l'ouverture de canaux de communication permettront de faire la distinction entre préjugés et réticences mutuels, et réalité ; la deuxième pour que l'engagement commun dans la société désamorce les peurs et malentendus exprimés lors de la votation. On voit dans ce document que la majorité des recommandations s'adresse aux musulmans de Suisse, traduisant ainsi la volonté du RSM d'engager ses propres communautés et de se distancier d'une attitude attentiste vis-à-vis de la société. Il n'en reste pas moins qu'un effort de tous est nécessaire pour bien vivre dans le pluralisme culturel et remplacer le rejet par le respect. C'est à cela que le catalogue de recommandations espère contribuer.

Rassemblement de Suisses Musulmans (RSM)

Réfléchir et agir après la votation du 29 novembre 2009 (initiative « contre les minarets »)

Catalogue de recommandations

Table des matières :

Le RSM : Objectifs, membres, rencontres et recommandations	7
1 Recommandations en lien avec les autorités fédérales	9
1.1 Participation aux procédures de consultation	9
1.2 Coordination et communication des activités au niveau fédéral	9
1.3 Appui à la communication par le biais des canaux étatiques	10
1.4 Aller au delà de l'angle d'analyse « intégration » sur l'Islam en Suisse	10
2 Recommandations en lien avec les autorités cantonales	11
2.1 Plates-formes d'échange et d'information	11
2.2 Soutien des activités des organisations musulmanes suisses	11
3 Recommandations en lien avec les autorités communales	12
3.1 Participation à la vie de la commune	12
3.2 Échanges culturels	12
3.3 Appui dans les efforts de recherche de locaux de prière dignes	12
4 Recommandations en lien avec l'instruction publique	13
4.1 Cours sur les religions et l'éthique dans les écoles	13
4.2 Enseignement religieux islamique dans les locaux des écoles	13
4.3 Résolution des conflits avec une dimension religieuse à l'école	14
5 Recommandations en lien avec les intellectuels suisses	14
5.1 Plus de thèmes académiques liés à l'Islam et aux suisses musulmans	14
5.2 Soutien aux intellectuels musulmans et intégration dans des think tanks	15
5.3 Mobiliser l'Art pour les questions liées à l'Islam et aux musulmans de Suisse	15
6 Recommandations en lien avec d'autres communautés religieuses	16
6.1 Solidarité mutuelle lors d'actes d'agression contre des communautés religieuses	16
6.2 Organisation d'événements en commun	16
6.3 Dialogue interreligieux	17
7 Recommandations en lien avec les médias	17
7.1 Couverture médiatique sur les thèmes liés à l'Islam et les musulmans de Suisse	17
8 Recommandations en lien avec les partis politiques	18
8.1 Participation politique en tant qu'électeur	18
8.2 Participation politique en tant que candidats	18
8.3 Mobilisation des outils de lobbying	19
9 Recommandations en lien avec le monde du travail	19
9.1 Promotion de l'accès au marché du travail	19
10 Recommandations en lien avec l'information et la sensibilisation	19
10.1 Déconstruire les préjugés et désamorcer les craintes	19
11 Recommandations Transversales	20
11.1 Mapping des acteurs	20
11.2 Établissement d'un fonds pour un meilleur vivre ensemble	20
11.3 Création d'un centre de compétences	20
11.4 Création d'une institution unique qui représente les musulmans en Suisse	21

Le RSM : Objectifs, membres, rencontres et recommandations

La Fondation Cordoue de Genève a pour mission de promouvoir l'échange entre cultures et civilisations dans l'esprit de Cordoue, et de contribuer à la recherche et à la promotion de la paix. Son programme de recherche action *Cordoue Maintenant* analyse les dynamiques sociopolitiques et religieuses de contextes sensibles pour mettre en œuvre des stratégies de transformation de conflit, particulièrement dans le monde arabe et musulman et sur le thème de l'Islam en Europe.

En réaction à l'initiative populaire Suisse « contre la construction de minarets » qui a été approuvée le 29 novembre 2009, la Fondation Cordoue de Genève a mis sur pied un « Rassemblement de Suisses musulmans (RSM) ».

Objectifs

Le Rassemblement de Suisses musulmans (RSM) réunit des Suissesses et Suisses de confession musulmane, représentatifs des régions linguistiques et de la diversité de l'Islam en Suisse. Le RSM n'est pas une énième association islamique, mais un espace citoyen informel d'échange, de réflexion et de proposition (*think-tank*).

Le RSM est une initiative indépendante mais complémentaire du projet « Muslim Dialog 2010 », mis sur pied par la Confédération dans le sillage de la votation « contre les minarets » pour engager un dialogue structuré avec des musulmanes et musulmans vivant en Suisse.

Le groupe RSM s'est donné comme tâche de :

- Analyser le résultat de la votation du 29 novembre 2009
- Déterminer les causes d'un tel résultat et les moyens d'y remédier
- Étudier et décrire la réalité musulmane dans la Suisse d'aujourd'hui
- Examiner la sous-représentativité musulmane dans le débat public suisse
- Réfléchir à ce que les Suisses de confession musulmane peuvent ou veulent faire suite à ce résultat
- Faire des propositions concrètes aux Suisses musulmans
- Faire des propositions concrètes aux faiseurs d'opinion
- Faire des propositions concrètes aux pouvoirs publics.

A cette fin, et pour aider à donner un visage et une voix aux Suissesses et Suisses musulmans, le RSM s'est réuni plusieurs fois en 2010 et 2011. Le produit de ce brainstorming est un catalogue de recommandations, adressé à divers acteurs en Suisse dans l'objectif d'un meilleur vivre ensemble en Suisse.

Constitution du groupe

La Fondation Cordoue de Genève a approché des participants potentiels sélectionnés selon des critères tels que :

- citoyenne ou citoyen suisse « bien dans sa peau », connaissant bien la culture suisse
- de confession musulmane (pratiquant ou non), connaissant bien la religion
- participation à titre personnel et non pas en tant que représentant d'une association
- personnes pas « sur-représentées » dans les médias, dans l'idée d'éviter la répétition de propos connus mais de permettre l'apparition de nouvelles idées

On a cherché à obtenir autant que possible une représentation équilibrée entre régions géographiques de résidence, entre régions d'origine (Suisse, Afrique du Nord, Moyen Orient, Afrique subsaharienne, Balkans, Turquie, Asie Centrale, Iran, Inde/Pakistan, Asie du Sud-est), entre jeunes et adultes, entre hommes et femmes et de profils socioprofessionnels variés.

Un premier groupe a été invité à une réunion au cours de laquelle chaque participant a pu inviter à son tour une à deux personnes. Le nombre de personnes contribuant régulièrement aux discussions a été de dix en moyenne sur la durée du projet.

Rencontres

Cinq moments de discussions ont eu lieu en 2010 et 2011 sur les thèmes suivants :

19 juin 2010 :

- Concept et enjeux du projet RSM
- Responsabilités des divers acteurs dans l’approbation de l’initiative « contre la construction de minarets en Suisse », et premières pistes de solutions possibles face à cette situation
- Situation générale des musulmans en Suisse

25 septembre 2010 :

- Analyse des raisons de l’acceptation de la votation (diagnostic)
- Premier brainstorming pour formuler des propositions de solutions

24 octobre 2010 : (forum de discussion en ligne pour les membres du groupe)

- Élaboration concrète de la liste des recommandations

20 novembre 2010 :

- Citoyenneté, visibilité, « Suissitude », Islamité
- Types de communication, notamment par rapport à l’émotivité du débat concernant l’Islam en général et les minarets en particulier
- Légitimité et rôle futur du groupe

4 juin 2011 :

- Échange d’opinion sur la liste de recommandations avec deux personnes externes au groupe

Catalogue de recommandations

Sur la base de brainstorming et de discussions du groupe, un catalogue de recommandations et de propositions concrètes a été élaboré à destination de divers acteurs de la société suisse : les autorités fédérales, cantonales et communales ; les partis politiques ; les intellectuels ; les Média ; les communautés musulmanes et les autres communautés religieuses ; et les citoyens (le « grand public »). Ce catalogue comprend également des suggestions quant à la diffusion des recommandations, ainsi qu’une liste des acteurs clés.

Le RSM est un espace informel de réflexion et d’échange citoyen, dont les membres ont émis les propositions rassemblées dans ce catalogue (qui reflètent les discussions sans être nécessairement soutenues par tous les membres). Bien que le document ait été soumis à consultation auprès d’un large éventail de personnes et qu’on ait intégré leurs commentaires et critiques, il est certain que le RSM n’a pas l’ambition de parler au nom des Musulmans

de Suisse ni de les représenter légitimement. Pour donner plus de poids et de légitimité aux recommandations émises par le RSM, il serait indispensable de consulter de façon plus large et substantielle un grand nombre d’acteurs afin d’obtenir leur appui.

Le RSM a conscience du risque de stigmatiser les Suisses musulmans engendré par une réflexion spécifique sur le sujet (du fait d’une attention susceptible de renforcer le phénomène de « othering »). En effet, bon nombre des défis évoqués ne sont pas l’apanage des seuls musulmans, et sont au contraire partagés avec d’autres minorités, notamment des immigrés – et les recommandations leur seraient donc aussi applicables. De plus, il y a antagonisme entre le souhait de mobiliser des personnes de contact « influentes et représentatives » et le souci de réduire les suisses musulmans à une catégorie uniforme, en occultant par exemple les personnes peu ou pas pratiquantes. Il y a donc un paradoxe de « l’irreprésentativité » pour les musulmans de Suisse. Le RSM reconnaît également que les autorités Suisses ont la tâche délicate de préserver la cohésion sociale tout en s’immisçant au minimum dans les questions religieuses. Créer de nouvelles instances spécialisées peut de ce fait être contre-productif, il faudrait plutôt chercher d’exploiter au maximum les structures existantes pour y intégrer de façon transversale les préoccupations spécifiques aux musulmans de Suisse.

Enfin, une approche pragmatique de la question doit être privilégiée au maximum, par le biais d’actions concrètes de rapprochement au quotidien et en limitant les actions politiques ou juridiques aux cas de dernier recours.

1 --- Recommandations en lien avec les autorités fédérales

1.1 --- Participation aux procédures de consultation

La procédure de consultation permet de soumettre les avant-projets d'articles constitutionnels et de lois à l'examen d'instances et de milieux concernés, dans une étape préparatoire du processus législatif. Le projet de loi soumis à la procédure de consultation est généralement accompagné d'un rapport explicatif élaboré par un comité d'experts. Les membres du RSM estiment que les musulmans ne sont actuellement pas sollicités de manière systématique lors de la procédure de consultation ou lors de la constitution des groupes d'experts pour les sujets qui les concernent directement. Il faut cependant savoir que des associations intéressées peuvent s'exprimer lors des procédures de consultation même sans être sollicitées directement par les autorités fédérales.

*Le RSM suggère aux **autorités fédérales** d'intégrer les musulmans d'une manière plus systématique dans les consultations pour les sujets qui les concernent. En outre, il conseille aux **organisations faïtières musulmanes** de s'exprimer sur les sujets qui les concernent même si elles n'ont pas été sollicitées par les autorités fédérales.*

Concrètement :

Il s'agira dans un premier temps de définir des partenaires musulmans représentatifs et de les inclure dans les organisations consultées par les départements fédéraux et par le parlement. Parallèlement, on sensibilisera les organisations musulmanes à la possibilité de s'exprimer lors de processus législatifs dont le thème les concerne, en leur fournissant des sources d'information¹.

Partenariats :

- Institutions compétentes des départements fédéraux²
- Services du parlement³
- Fédérations cantonales respectives en tant que partenaires de la communauté musulmane (voir aussi recommandations transversales).

1.2 --- Coordination et communication des activités au niveau fédéral

Il semble aux membres du RSM que la coordination entre différentes initiatives et actions des départements et directions fédérales pourrait être améliorée et/ou mieux communiquée (certaines activités se font dans la confidentialité). Parmi les projets qui méritent d'être mieux communiqués, on peut mentionner le Forum de Dialogue du Département Fédéral de Justice et Police, une initiative de formation théologique pour Imams, ou encore un projet de création d'organisation unique des musulmans en Suisse.

*Malgré le besoin de confidentialité de certaines activités, le RSM suggère aux **autorités fédérales** de renforcer la coordination au niveau fédéral des actions concernant les suisses musulmans, et d'accroître les efforts de communication vis-à-vis de la population suisse.*

Concrètement :

Il s'agira d'établir un état des lieux des activités et initiatives fédérales relatives aux musulmans en Suisse, puis de réadapter si nécessaire la stratégie commune pour éviter toute duplication. Impliquer des acteurs clés des communautés musulmanes en Suisse dans l'élaboration et la mise en œuvre de cette stratégie serait bénéfique, ainsi que mettre en place un plan de communication des autorités qui associe les représentants des communautés musulmanes afin que ces derniers puissent informer leurs communautés des objectifs et activités fédérales.

Partenariats :

- Coordination interdépartementale.

¹ Site Internet de la Confédération : <http://www.admin.ch/aktuell/vernehmlassung/index.html?lang=fr>
Site Internet du parlement : <http://www.parlament.ch/fi/dokumentation/berichte/vernehmlassungen/pages/default.aspx>

² Cf sites listés dans la note précédente

³ <http://www.parlament.ch/fi/service-presse/parlamentsdienste/pages/default.aspx>

1.3 **Appui à la communication par le biais des canaux étatiques**

La diffusion insuffisante d'une information objective sur l'Islam et sur le quotidien des musulmans en Suisse est clairement un facteur décisif des phénomènes d'hostilité envers l'Islam. La Confédération peut mobiliser différents canaux de diffusion d'information à cet effet, et l'a déjà fait notamment avec des publications de la commission fédérale contre le racisme⁴ et de la commission fédérale pour les questions de migration⁵, ou encore par des projets artistiques à travers Pro Helvetia.

Le RSM salue les initiatives des autorités fédérales dans le domaine et leur propose d'engager encore davantage les canaux étatiques dans la diffusion d'une information factuelle sur l'Islam et sur les musulmans en Suisse, en intégrant ces efforts dans les politiques générales d'intégration et de culture.

Le RSM suggère aux Suisses musulmans d'élaborer des projets artistiques, culturels, scientifiques et sportifs qui touchent aux questions d'intégration et de conviviaité et apportent un éclairage sur les musulmans et l'Islam en Suisse. Ces projets seraient proposés aux institutions étatiques telles que Pro Helvetia, le Service de lutte contre le racisme ou le Fonds National pour un soutien politique ou financier, et pourraient être mis en œuvre en partenariat avec la commission fédérale contre le racisme.

Concrètement :

Différentes idées de projets privés pourraient être explorées, notamment :

- Histoires courtes sur le cadre de vie de migrants en Suisse
- Road show sur un aspect culturel et historique de l'Islam (histoire de la science par exemple)
- Pièce de théâtre réunissant des acteurs de différentes confessions ;
- Courts métrages sur la vie des musulmans en Suisse à présenter dans des festivals du film en Suisse ;
- Festival artistique et culturel au niveau national
- Exposition photographique, élaboration d'un livre photographique à l'image du livre *Nous sommes Français et Musulmans* (France Keyser et Vincent Geiser)
- Bus itinérant comme plate-forme d'information et de débat

En outre, les autorités fédérales pourraient activement communiquer les possibilités de soutien à ce genre de projets, et proposer un appui/coaching en formulation de dossiers de demandes de soutien pour les acteurs qui sont peu familiarisés avec ces procédures, notamment ceux issus de la migration.

Partenariats :

- Commission fédérale contre le racisme
- Commission fédérale pour les questions de migration
- Pro Helvetia, pour un renforcement des contacts avec les artistes suisses musulmans
- Le Conseil de l'Europe, qui pourrait également être sollicité pour un soutien.

1.4 **Aller au delà de l'angle d'analyse « intégration » sur l'Islam en Suisse**

Bon nombre des musulmans en Suisse en sont des citoyens, et/ou de deuxième, voire troisième génération d'immigration. En outre, seul 15% des personnes ayant voté favorablement à l'interdiction des minarets l'ont fait en lien avec des problèmes concrets avec des musulmans en Suisse⁶. Il n'est donc pas pertinent de traiter la question des musulmans en Suisse sous le seul angle de l'intégration, mais il faut également travailler sur les questions de discrimination et d'égalité des chances. L'évolution de la politique fédérale d'intégration va clairement dans cette direction, et la lutte contre les discriminations entrera dans les tâches des bureaux d'intégration cantonaux dès 2014. Certains cantons ont déjà fait ce pas, comme l'office vaudois de l'« intégration des étrangers et prévention du racisme », et Bâle-Ville qui inclut l'égalité des chances et la lutte contre les discriminations dans son mandat d'intégration, après avoir publié une étude qui souligne le besoin en Suisse pour une solide législation contre la discrimination⁷.

*Le RSM recommande aux **autorités fédérales** de ne pas se focaliser uniquement sur l'angle « intégration » pour les questions liées aux musulmans de Suisse, mais d'ouvrir l'approche aux aspects de citoyenneté, de discrimination et d'hostilité envers les musulmans⁸.*

⁴ Tangram 25 – Hostilité envers les musulmans, Bulletin de la CFR, Juin 2010 (<http://www.ekr.admin.ch/shop/00008/00074/index.html?lang=fr>); Prise de position de la CFR : Les relations avec la minorité musulmane en Suisse, Septembre 2006 (<http://www.ekr.admin.ch/shop/00007/00032/index.html?lang=fr>)

⁵ Matteo Gianni (2010) : Vie musulmane en Suisse.

Commission fédérale pour les questions de migration CFM (http://www.ekm.admin.ch/fr/documentation/doku/mat_musulime_f.pdf).

⁶ Hirter H., Vatter A. (2009) : Analyse vox des votations fédérales du 29 novembre 2009. Bern : gfs.

⁷ Nicole Wichmann, Gianni D'Amato in Zusammenarbeit mit Ilka Steiner und Philippe Wanner (2010) : Migration und Integration in Basel-Stadt – Ein »Pionierkanton« unter der Lupe. Neuchâtel : Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population. p. 70.

⁸ Tangram 25 – Hostilité envers les musulmans. Bulletin de la CFR, Juin 2010.

Concrètement :

Le RSM suggère aux autorités fédérales de renforcer la législation anti-discrimination, et de créer un observatoire de juristes qui puisse documenter les cas de discrimination, mener des recherches et établir des statistiques, et ainsi guider une éventuelle adaptation de la législation. (cf. *recomm. 9.1, monde du travail*).

Afin de mieux valoriser l'aspect citoyenneté, le RSM propose que le département fédéral de l'intérieur soit l'organe compétent pour la coordination des questions liés aux musulmans en Suisse, plutôt que le département de justice et police représenté par l'office fédéral des migrations.

Un échange d'expériences entre les services d'intégration des différents cantons permettrait en outre de discuter de l'opportunité d'incorporer les questions de racisme et de discrimination, si possible avec l'appui de la Conférence suisse des Services spécialisés dans l'intégration (COSI)⁹ en lien avec son colloque de 2010 sur la lutte contre la discrimination raciale.

Il est important également de renforcer le savoir culturel des migrants, ce qui peut se faire par un appui et une introduction à la culture suisse aux familles nouvellement arrivées en Suisse.

Partenariats

- Départements fédéraux (DFI et DFJP)
- Services compétents des administrations cantonales
- La Conférence suisse des Services spécialisés dans l'intégration.

2 --- **Recommandations en lien avec les autorités cantonales**

2.1 --- **Plates-formes d'échange et d'information**

Certains cantons consultent systématiquement les communautés religieuses pour les questions qui les concernent, comme Bâle ville et Bâle campagne par le biais du « Runder Tisch der Religionen beider Basel »¹⁰. Par ailleurs, l'échange et les canaux d'information peuvent être renforcés de façon informelle par la participation des mêmes personnes ressources à diverses structures.

*Le RSM recommande aux **autorités cantonales** d'établir de façon systématique et régulière des plates-formes d'échange et d'information avec les représentants des différentes confessions. Les réunions avec les représentants de toutes les communautés religieuses devraient être complétées par des réunions bilatérales avec chaque communauté religieuse.*

Concrètement :

Un colloque à échelle nationale avec les acteurs clés permettra d'apprendre à partir de l'expérience des cantons qui ont déjà établi des plates-formes d'échange. Il s'agit ensuite de définir les acteurs clé auprès des autorités et des partenaires représentatifs des communautés musulmanes dans chaque canton. La tenue de réunions régulières permet ensuite d'échanger des idées et des informations et de résoudre des problèmes et des tensions qui n'auraient pas pu être résolus au niveau communautaire.

Partenariats :

- Offices compétents et représentants de la communauté musulmane
- Conférence suisse des Services spécialisés dans l'intégration (COSI) pour l'échange entre cantons

2.2 --- **Soutien des activités des organisations musulmanes suisses**

La présence de représentants des autorités lors de manifestations organisées par des musulmans en Suisse est un symbole important de reconnaissance et d'appréciation, qui peut aussi stimuler l'acceptation des musulmans par la société.

*Le RSM conseille aux départements concernés des **autorités cantonales** de montrer ouvertement l'attention portée aux musulmans par les autorités (tout comme aux autres communautés).*

Concrètement :

Le RSM recommande aux communautés musulmanes d'inviter régulièrement les départements concernés des autorités cantonales (et communales) aux portes ouvertes des mosquées, aux repas du Ramadan et à tout événement culturel musulman (et non pas religieux, afin de respecter le devoir de laïcité des autorités dans certains cantons). Les autorités cantonales devraient quant à elles participer régulièrement et ouvertement à ce genre d'événements communautaires.

⁹ <http://www.kofi-cosi.ch>

¹⁰ Cette table ronde des religions est outil très important pour la coordination entre les Autorités cantonales, les communautés religieuses et la population. Cf <http://www.welcome-to-basel-bs-ch> (koordination fur religionsfragen) et <http://www.inforel.ch/i1377.html>

3 --- Recommandations en lien avec les autorités communales

3.1 --- Participation à la vie de la commune

Les associations sont un facteur important de la société suisse, notamment dans les communes, où elles créent des liens entre les habitants et renforcent le tissu social. De par leur rôle central dans l'intégration de nouveaux habitants, elles peuvent être une plate forme idéale pour renforcer la connaissance et l'acceptation mutuelle entre musulmans et non musulmans, en diminuant les préjugés. Les personnes issues de la migration ne connaissent souvent que peu l'offre d'activités associatives, notamment celles destinées à une meilleure intégration.

*Le RSM suggère aux **musulmans vivant en Suisse** de participer activement dans la vie de la commune. Il recommande aux autorités communales de soutenir les associations musulmanes ou culturelles et d'encourager les ponts entre celles-ci.*

Concrètement :

Le RSM encourage les **musulmans de Suisse** de s'impliquer davantage dans la vie associative, notamment en participant au niveau local dans les domaines suivants : Éducation (cours de rattrapage et aide aux élèves, commission scolaire, association de parents) ; Politique (cf. *recomm.* 8.1 et 8.2) ; Professionnel (syndicats, associations de professionnels) ; Associatif (clubs de sport, pompiers, associations d'étudiants, associations culturelles) ; Humanitaire (œuvres d'entraide musulmanes ou non musulmanes, organisations pour la défense des droits humains).

En outre, le RSM suggère aux **autorités communales** de soutenir les associations musulmanes ou culturelles locales et de les mettre en réseau avec les autres associations de la commune ou de les intégrer dans l'organisation d'événements locaux. Dans cette perspective, le RSM rend attentif au projet de HEKS/EPER Zurich¹¹.

Finalement, le RSM recommande aux autorités communales de mettre à disposition des nouveaux arrivants un dossier sur les principaux interlocuteurs locaux, l'offre associative et particulièrement les activités culturelles et d'intégration.

Offrir cette information lors de cérémonies des nouveaux habitants peut aussi favoriser les contacts directs et personnels entre représentants communaux et nouveaux habitants.

Partenariats :

- Associations à caractère non musulman et associations à caractère musulman
- Autorités communales
- Organisations-ressource de par leur expérience de partenariat avec les associations pour l'intégration, comme HEKS/EPER.

3.2 --- Échanges culturels

Les préjugés sont souvent liés à un manque de contact et de connaissance mutuelle. Toute occasion de rencontre peut donc renforcer l'acceptation des différents groupes religieux et culturels.

*Le RSM suggère aux **autorités locales** et aux **associations culturelles** d'encourager l'échange culturel à travers différents événements.*

Concrètement :

De nombreux événements en Suisse peuvent servir d'inspiration et de modèle : la fête multiculturelle à Vevey, le projet *olla comùn* à Bâle où des repas préparés par des migrants financent des projets humanitaires dans leurs pays d'origine¹² ou encore les fêtes des voisins dans de nombreuses communes. Le RSM suggère de promouvoir encore davantage les échanges par des journées portes ouvertes à caractère thématique, organisées conjointement par différentes associations culturelles ou humanitaires, avec l'appui des autorités communales.

3.3 --- Appui dans les efforts de recherche de locaux de prière dignes

La majorité des lieux de prière pour les musulmans sont actuellement aménagés dans des anciens usines ou parkings souterrain, qui ne sont pas perçus comme des endroits adéquats et dignes. Pour que les musulmans puissent bénéficier de la même intégration dans la vie d'une ville ou d'une région que les autres communautés religieuses, il faudrait qu'ils aient accès à des lieux de culte dignes de ce nom.

¹¹ Vereint Integrieren! Integrationsförderung von MigrantInnen im Bereich des gesellschaftlichen Zusammenlebens auf kommunaler Ebene mit Vereinen: http://www.ekm.admin.ch/de/themen/doku/vereint_integrieren.pdf

¹² <http://www.k5kurszentrum.ch/index.php/olla-comun.html>

Des terrains à bâtir ou des bâtisses à réaffecter peuvent évidemment faire l'affaire, mais il est important que les communautés musulmanes bénéficient du droit légitime d'être visibles et qu'elles ne soient pas reléguées dans des zones industrielles comme c'est souvent le cas aujourd'hui. Des lieux de prière musulmans dans des zones centrales créeraient en outre les contacts directs et une vraie cohabitation, deux éléments centraux pour dépasser les craintes et les préjugés.

Le RSM suggère aux commissions de construction et d'aménagement de soutenir les musulmans dans la recherche de locaux dignes pour la prière.

Concrètement :

Le RSM propose aux commissions de construction et d'aménagement (cantonales et communales) de traiter les demandes de construction de locaux de prière avec bienveillance, soulignant l'importance d'une collaboration constructive et transparente entre les organisations musulmanes et les autorités locales pour ce qui concerne l'aménagement de locaux de prière.

Outre les prières, ces locaux sont importants pour la vie quotidienne des musulmans, accueillant les fêtes religieuses, des cours de religion et de langue arabe, des repas d'*Iftar* pendant le Ramadan, la célébration de mariages et l'organisation des pèlerinages, mais aussi souvent une bibliothèque et une médiathèque.

4 **Recommandations en lien avec l'instruction publique**

Le manque de connaissance objective sur l'Islam et sur le quotidien des musulmans en Suisse a été identifié à plusieurs reprises comme un obstacle majeur à un vivre ensemble harmonieux entre musulmans et non musulmans en Suisse. L'école est l'endroit idéal pour donner accès aux générations futures à une information objective et promouvoir ainsi une meilleure compréhension et acceptation entre différents groupes confessionnels. Cet enjeu capital doit être soigneusement géré dans le système complexe de responsabilités partagées entre cantons et communes en matière d'instruction publique – et ce en dépit des contraintes budgétaires.

4.1 **Cours sur les religions et l'éthique dans les écoles**

La Suisse élabore actuellement des plans d'étude type pour les cantons (Lehrplan21 et le plan d'études romand) qui incluent une matière sur les différentes religions et l'éthique – ce qui existe déjà dans un grand nombre de plans d'études cantonaux actuels¹³.

*Le RSM se félicite de l'intégration systématique de la matière sur les différentes religions et sur l'éthique dans les plans d'études. Il recommande aux **autorités cantonales** de poursuivre les efforts pour la diffusion par l'instruction publique d'une information objective sur l'Islam, la vie et les défis des musulmans en Suisse.*

Concrètement :

Le RSM souligne la nécessité d'une bonne préparation des professeurs dispensant ces informations et cours. Il met l'accent notamment sur l'importance de savoir distinguer entre aspects de la religion, de la tradition et de la culture. Dans une perspective d'enrichissement et d'échange, le RSM propose d'inclure des experts musulmans dans la préparation de matériel scolaire, et de chercher le contact avec les différentes communautés pendant les cours de Religions et Éthique et d'Histoire. L'expérience vécue par certains cantons montre cependant qu'il peut être délicat de créer des modules sur l'Islam qui soient acceptables partout, au vu des difficultés en termes de représentativité et de la diversité des musulmans en Suisse.

Les écoles ont également un rôle à jouer dans la promotion d'un meilleur vivre ensemble entre cultures et religions, en organisant des activités qui mettent en avant les points en commun et qui soulignent la différence comme une opportunité et non comme une difficulté.

4.2 **Enseignement religieux islamique dans les locaux des écoles**

Au niveau communal et à l'exemple de l'enseignement religieux des églises chrétiennes, certaines écoles mettent à disposition leurs locaux pour l'enseignement religieux islamique. Ces expériences sont documentées dans une publication de la Commission fédérale contre le racisme¹⁴. Différents auteurs présentent les avantages de cette pratique : les enfants musulmans se sentent valorisés et non pas mis à l'écart, tandis que les autorités cantonales peuvent connaître le contenu et la qualité de l'enseignement et réagir si nécessaire.

¹³ Comme par exemple à Uri où le cours Ethique et Religion a été intégré dès 2010.

¹⁴ Tangram 14 – La religion à l'école. Bulletin de la CFR, Octobre 2003.

*Le RSM suggère aux **autorités communales** d'offrir la possibilité de tenir l'enseignement religieux islamique dans les locaux de l'école quand les bases légales du canton le permettent.*

Concrètement :

Le RSM suggère aux autorités communales de s'informer sur les expériences d'autres communes qui ont mis en œuvre cette approche, et d'échanger sur ses modalités et ses bénéfices lors d'un colloque pour les représentants communaux.

Pour soutenir les enseignants en religion islamique et améliorer encore la qualité de l'enseignement, le RSM conseille de mettre en place une formation reconnue pour imams, aumôniers et enseignants en religion islamique¹⁵ et suggère aux organisations musulmanes de créer une plate-forme d'échange entre enseignants en religion islamique.

4.3 **Résolution des conflits avec une dimension religieuse à l'école**

Les écoles forment un microcosme de la société suisse et se retrouvent de ce fait parfois confrontées à des tensions et conflits liés à des aspects religieux. Les enseignants sont responsables de réagir à ces questions et le font le plus souvent de façon pragmatique et adéquate. Des informations et des conseils spécifiques pour les enseignants peuvent néanmoins être utiles, et certains cantons ont d'ailleurs élaboré des documents correspondants¹⁶.

*Le RSM s'exprime en faveur de solutions pragmatiques aux problèmes qui peuvent se poser en lien avec la religion des élèves. Il soutient cependant l'élaboration d'un cadre de conseils et règles par les **autorités cantonales ou communales** à l'intérieur duquel des solutions au cas par cas pourront être trouvées.*

Concrètement :

Le RSM propose l'élaboration de recommandations au corps enseignant pour les cantons qui n'en disposent pas encore, sur la base des cadres cantonaux déjà existants de conseils sur la diversité religieuse et culturelle à l'école. Un échange au niveau de la conférence suisse des directeurs cantonaux pourrait être bénéfique.

Par ailleurs, le RSM recommande que l'on fasse appel à l'expérience des aumôniers musulmans afin de résoudre des conflits sociaux quand nécessaire, notamment une fois qu'une formation reconnue sera mise en place.

En outre le RSM suggère de créer une instance de sages qui pourrait entamer le dialogue et faire des médiations pour désamorcer des conflits avant qu'ils ne s'intensifient. Que cela soit au niveau des écoles, ou à un niveau régional voire cantonal, ces instances devraient comprendre des personnes proches des communautés musulmanes qui ont l'habitude de négocier avec les autorités.

Partenariats :

- Directions de l'instruction publique des différents cantons
- Délégués cantonaux à l'éducation interculturelle
- Institutions inter-cantonales et conférences au niveau régional : conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique¹⁷, conférence inter-cantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin¹⁸, Erziehungsdirektoren-Konferenz der Ostschweizer Kantone und des Fürstentums Liechtenstein¹⁹, Bildungsdirektoren-Konferenz Zentralschweiz²⁰, Nordwestschweizerische Erziehungsdirektoren-Konferenz²¹.
- Niveau local : commissions du conseil communal et directions des écoles.

5 **Recommandations en lien avec les intellectuels suisses**

On se réfère ici à l'intellectuel comme « une personnalité mettant sa notoriété au service d'une cause pour laquelle elle s'engage »²², à savoir un « faiseur d'opinion », qu'il ou elle soit du milieu académique, économique ou culturel.

5.1 **Plus de thèmes académiques liés à l'Islam et aux suisses musulmans**

La perception de l'Islam et des musulmans en Suisse est actuellement fortement influencée par des préjugés. La recherche académique a commencé à s'intéresser au cadre de vie des musulmans en Suisse seulement

¹⁵ Voir aussi le site respectif du PNR 58 : http://www.nfp58.ch/f_projekte_muslimme.cfm?projekt=124

¹⁶ Voir par exemple le canton de Fribourg : http://www.fr.ch/dics/files/pdf23/diversite_a_l_ecole.pdf, ou encore Bâle qui a publié en 2007 le document « Umgang with religiösen Fragen an der Schule » (2007), suivi de « Gelebte Religion und Schullalltag » en 2008.

¹⁷ <http://www.edk.ch/dyn/11926.php>

¹⁸ <http://www.ciip.ch/>

¹⁹ <http://www.d-edk.ch/erziehungsdirektoren-konferenz-der-ostschweizer-kantone-und-des-furstentums-liechtenstein>

²⁰ <http://www.bildung-z.ch/>

²¹ <http://www.nwedk.d-edk.ch/>

²² Dictionnaire historique de la Suisse : Intellectuels. Version du 13.05.2008. <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F16383.php>

récemment, notamment à travers le Programme national de recherche PNR 58 intitulé « Collectivités religieuses, État et société »²³, dont un module a été consacré spécifiquement aux problématiques liées aux musulmans.

Le RSM suggère aux milieux académiques de traiter davantage de l'islam et du cadre de vie des musulmans en Suisse dans leurs thèmes de travail, procédures et discussions. Disposer d'informations objectives et académiques à ce sujet et les diffuser contribuera à déconstruire les préjugés.

Concrètement :

Le RSM propose aux intellectuels du monde académique de créer des cercles de recherche sur des sujets en relation avec l'islam, à l'exemple du Groupe de Recherche sur l'islam en Suisse (GRIS)²⁴. En suivant l'approche d'« écrire avec » et non pas « écrire sur », le RSM suggère d'intégrer les « sujets » de la recherche comme acteurs et d'inclure des chercheurs musulmans dans la discussion, tout en maintenant bien sûr l'objectivité de la recherche. Le RSM souligne l'importance de l'élaboration d'une série de publications concernant des thèmes sur l'islam qui intéressent particulièrement la Suisse et les Suisses.

Le RSM suggère également de considérer la création d'un pool d'experts au sujet de l'islam et des musulmans en Suisse qui sera constitué à la fois de musulmans et de non musulmans et qui servira d'observatoire avec des tâches précises, offrant des positions, analyses, idées et axes de réflexion ainsi que des consultations.

Partenariats :

- Chercheurs établis
- Groupes et institutions tels que le GRIS, les Universités Suisses, ou d'autres groupes de réflexion académique sur l'organisation et la cohésion de la société suisse
- Fonds National Suisse pour la promotion des recherches.

5.2 Soutien aux intellectuels musulmans et intégration dans des think tanks

Au delà du milieu purement académique, il existe un grand nombre d'organisations qui travaillent sur les questions d'organisation, de développement et de cohésion de la société. Elles sont souvent influentes et jouent un rôle important dans l'élaboration de l'opinion publique.

Le RSM suggère d'inclure davantage de musulmans dans les think tanks et cercles de discussions d'intellectuels, non seulement pour des questions touchant à l'islam ou à l'intégration, mais aussi pour d'autres thèmes en lien avec la société. En outre, il soutient la consolidation de think tanks musulmans.

Concrètement :

Le RSM suggère aux cercles d'intellectuels de solliciter activement les musulmans vivant en Suisse pour les inclure dans leurs discussions. Il propose aux intellectuels musulmans de renforcer la collaboration en créant des plateformes de discussion, de réflexion et d'étude mixtes entre des organisations intellectuelles musulmanes comme le club du vendredi à Zurich et leurs pairs non musulmans. L'organisation de journées thématiques pourrait être envisagée.

Le RSM suggère en outre d'intégrer plus fréquemment des personnalités musulmanes dans les cercles de discussions des acteurs économiques.

Partenariats :

- Cercles d'intellectuels, tels que le « Club du Vendredi », le « Club Helvétique », « Avenir Suisse », « l'Association Société Civile »
- Intellectuels et « faiseurs d'opinion » indépendants ou liés aux think tanks

5.3 Mobiliser l'Art pour les questions liées à l'islam et aux musulmans de Suisse

L'approche artistique permet d'aborder le thème de l'islam et du quotidien des musulmans en Suisse de façon alternative, nuancée et intéressante, et peut toucher un public moins intéressé aux études scientifiques. De nombreux projets artistiques ont vu le jour récemment, souvent initiés par des artistes musulmans en Occident. Parmi eux figurent des longs-métrages sur l'immigration et le manque de compréhension interculturelle qui mettent l'accent sur le quotidien des musulmans : *Almanya*²⁵, *Shahada*²⁶, *The Infidel*²⁷ ; mais aussi des séries télévisées telles que *Little mosque on the prairie*²⁸ ou des comédiens célèbres tels que *Müslüm*, *Samir Alic*²⁹, ou le groupe *A part ça, tout va bien*³⁰. Il va de soi cependant que l'art ne doit pas être asservi à une mission de sensibilisation et que les artistes ne peuvent pas être réduits à leur appartenance religieuse.

²³ http://www.nfp58.ch/f_index.cfm

²⁴ <http://www.gris.info/index.php/fr.html>

²⁵ <http://www.almanya-film.de/>

²⁶ <http://www.shahada-der-film.de/>

²⁷ [http://www.en.wikipedia.org/wiki/The_Infidel_\(2010_film\)](http://www.en.wikipedia.org/wiki/The_Infidel_(2010_film))

²⁸ <http://www.cbc.ca/littlemosque/>

²⁹ <http://www.samir-alic.com/>

³⁰ <http://www.apartcatoutvabien.com/>

*Le RSM suggère aux **artistes** en Suisse de s'intéresser aux questions liées à l'Islam et aux musulmans en Suisse.*

Concrètement :

Le RSM propose aux artistes suisses de monter des événements artistiques qui engagent conjointement des artistes musulmans et non musulmans. En outre, le RSM suggère aux différents **bailleurs de fonds** de soutenir davantage d'artistes musulmans.

L'antenne au Caire de Pro Helvetia coordonne des projets artistiques dans la région et accueille régulièrement des artistes suisses : une collaboration entre artistes musulmans en Suisse et artistes non musulmans ayant séjourné au Caire pourrait être montée sur le thème de la cohabitation.

Le RSM suggère aux institutions étatiques et privées de renforcer le soutien aux productions artistiques promouvant un meilleur *vivre ensemble*, notamment en théâtre, expositions et en arts traditionnels (artisanat suisse, travail du cuivre, henné,...). Les échanges pourraient aussi se faire dans les écoles professionnelles et artistiques.

Finalement, le RSM souligne le rôle importance des approches par l'humour qui dédramatise et permet une approche légère et toute en finesse des défis du vivre ensemble et des préjugés.

6 **Recommandations en lien avec d'autres communautés religieuses**

6.1 **Solidarité mutuelle lors d'actes d'agression contre des communautés religieuses**

Les attaques violentes dirigées contre les membres de toute communauté religieuse sont déplorables et doivent être systématiquement condamnées. Le RSM constate que les attentats contre des chrétiens dans des pays à majorité musulmane ont souvent eu pour conséquence de renforcer les préjugés contre les musulmans et le rejet de l'Islam en Occident.

Le RSM suggère à toutes les communautés religieuses de montrer leur solidarité mutuelle dans les cas d'agression et de violence contre toute autre communauté religieuse.

Concrètement :

Lors d'attaques violentes contre des communautés religieuses dans le monde, le RSM propose aux communautés religieuses de montrer leur solidarité en organisant des **manifestations** (comme lors de l'attaque contre une église copte d'Alexandrie le 31 décembre 2010, quand la Fondation de l'Entre-Connaissance et SOS racisme ont organisé une manifestation soutenue par la Plate-forme interreligieuse et l'Appel Spirituel de Genève) ou par des **communiqués de presse conjoints** dénonçant toute violence au nom de la religion. Les organisations de dialogue interreligieux peuvent faciliter la collaboration entre les différentes communautés religieuses.

6.2 **Organisation d'événements en commun**

Organiser des événements et des activités en commun permet souvent de créer plus de respect et de compréhension qu'un dialogue abstrait sur les similitudes et différences des religions respectives. La créativité du groupe permet alors aux individus de se connaître en tant qu'être humain et non pas en tant que représentant d'une religion.

*Le RSM suggère aux **communautés religieuses** d'organiser des activités conjointes avec des membres d'autres communautés religieuses.*

Concrètement :

Les activités conjointes peuvent se faire dans une multitude de domaines, parmi lesquels : l'aide humanitaire (personnes en détresse en Suisse et ailleurs) ; le soutien social (EMS, hôpitaux) ; la convivialité festive (pique-niques, célébrations) ; le partage lors de fêtes religieuses ou encore des colloques d'échange. Des shows itinérants pour présenter différentes confessions pourraient aussi être proposés, notamment dans les écoles. Un bon exemple est la semaine nationale des religions organisée par la Communauté de travail interreligieuse en Suisse (IRAS-COTIS)³¹, où la participation musulmane devrait toutefois être renforcée.

Partenariats :

- Les plateformes interreligieuses telles que la Communauté de travail interreligieuse en Suisse, le Conseil suisse des religions³², das Haus der Religionen³³, etc.

³¹ <http://www.iras-cotis.ch/seiten/f-wer.html>

³² <http://www.sek-feps.ch/de/theologie-und-ethik/rat-der-religionen/rat-der-religionen.html&lang=2>

³³ <http://www.haus-der-religionen.ch/de/aktuell/termine.html>

6.3 Dialogue interreligieux

Le dialogue entre les membres des différentes religions est une démarche importante et très délicate, qui demande d'être soigneusement menée et requiert beaucoup de confiance entre les partenaires. Il faut éviter que le dialogue se passe en réalité sous forme d'un enchaînement de monologues.

Le RSM souligne l'importance que toutes les communautés religieuses puissent participer au même titre aux dialogues interreligieux et qu'elles s'y engagent activement. Il faut éviter qu'un groupe « domine » un autre, que ce soit pour le nombre de participants, les tendances politiques ou d'autres aspects organisationnels.

Concrètement :

Le RSM suggère aux **plates-formes de dialogue interreligieux** de contacter activement des participants potentiels et des organisations représentatives afin d'arriver à un équilibre parmi les participants.

Le RSM suggère aux **organisations musulmanes** d'encourager des représentants musulmans à participer aux plates-formes de dialogue.

7 Recommandations en lien avec les médias

7.1 Couverture médiatique sur les thèmes liés à l'Islam et les musulmans de Suisse

Le RSM se base notamment sur les conclusions des projets du Programme national de recherche PNR 58 sur *le rôle des médias dans les conflits entre cultures*³⁴ et *la représentation de la religion et des collectivités religieuses à la télévision*³⁵. On y souligne le rôle central des médias dans l'information et la formation d'opinions, en particulier sur la tolérance envers les religions minoritaires en Suisse et donc l'Islam. Or les connaissances des journalistes sur les religions sont souvent lacunaires, tandis que les communautés musulmanes manquent de savoir faire et d'une stratégie de communication.

*Le RSM recommande aux communautés musulmanes en Suisse de renforcer et professionnaliser leurs contacts avec les journalistes et les médias, et de proposer pro-activement des sujets. Il suggère aux **journalistes suisses** de continuer à se former et s'informer au sujet des religions.*

Concrètement :

Le RSM suggère aux communautés musulmanes de créer **une formation et un manuel sur le travail avec les médias**. Faite en collaboration avec des spécialistes de communication musulmans et les médias suisses, la formation comprendrait les modules suivants :

Comment être proactif vis-à-vis des médias :

- Élaborer une stratégie pour éviter l'approche réactive et défensive
- Proposer des sujets sur les activités des communautés musulmanes (expositions, portes ouvertes, fêtes, conférences, débats, festivals,...)
- Se distancier systématiquement et activement de tout acte de violence attribué à l'Islam
- Contributions régulières dans les journaux (éditoriaux, billet d'opinion)
- Prises de position des musulmans sur les questions de société en tant que citoyens suisses
- Mise à disposition de matériel aux médias (courts métrages, documentaires, même non traduits)

Veiller à un contact personnalisé et professionnel avec les journalistes :

- Invitations nominatives et personnalisées aux journalistes
- Bonnes relations avec les journalistes et remerciements pour des bons articles
- Envoi de vœux pour les fêtes et maintien d'un bon contact actif
- Bon comportement en tout temps vis-à-vis des journalistes (même en cas de désaccord)
- Mise à disposition de matériel d'information et d'informations de contact

Le RSM propose également de créer un **programme de coaching** pour les musulmans en Suisse qui ambitionnent de proposer des articles à des journaux, afin d'augmenter leur chances d'être publiés en améliorant le style, la linguistique et le contenu.

³⁴ http://www.nfp58.ch/f_projekte_religion.cfm?projekt=138

³⁵ http://www.nfp58.ch/f_projekte_religion.cfm?projekt=142

En outre, le RSM encourage la création d'un **pool d'experts ou d'un centre de médias sur le thème des musulmans en Suisse**, composé de professionnels musulmans et non musulmans qui puisse :

- établir une stratégie de communication
- mettre à disposition des médias des sujets et des productions (articles, comptes rendus, courts métrages, documentaires) et savoir les intéresser
- servir d'observatoire de la presse suisse (mapping des journaux et journalistes, réactions aux articles et lettres de lecteurs, contacts avec les journalistes les mieux et les moins bien informés)
- décerner un prix journalistique pour des reportages particulièrement informés

Finalement, le RSM recommande aux journalistes suisses de suivre des **séminaires de formation au sujet des différentes religions**, comme ceux organisés par le programme « Media & Religion » de l'Institut Religioscope³⁶ ou des cours de sensibilisation culturelle à l'image de ceux organisés par des entreprises en contact avec l'étranger.

8 Recommandations en lien avec les partis politiques

8.1 Participation politique en tant qu'électeur

Participer activement à la vie politique locale, régionale et nationale est un facteur important qui permet de vivre pleinement sa citoyenneté. Le taux de participation aux votations et élections en Suisse est généralement assez bas, et le RSM suppose que les citoyens musulmans ne sont pas une exception.

*Le RSM recommande aux **organisations musulmanes** et aux **partis politiques** d'encourager la participation active des citoyens musulmans à la vie politique en tant qu'électeur. Le RSM souligne de manière générale l'importance de promouvoir l'idée de la citoyenneté à part entière pour encourager les musulmans à jouer pleinement leur rôle dans la vie civile.*

Concrètement :

Lors de campagnes politiques, le RSM suggère aux **partis politiques** d'organiser des conférences et débats en collaboration avec les organisations musulmanes afin de toucher directement ce groupe d'électeurs et plus particulièrement les jeunes.

En même temps, il encourage les **Suisses musulmans** à participer activement aux manifestations avant les votations et les élections. Ces mesures pourront augmenter le taux de participation de cet électorat et le rendra plus visible pour les partis.

Le RSM suggère aux musulmans de prendre position sur *toutes* les questions politiques afin de souligner les valeurs partagées et de montrer l'intérêt commun pour la société en général.

Finalement, le RSM suggère aux organisations musulmanes d'offrir une éducation civique à ses membres, les encourageant à vivre pleinement leur citoyenneté. Ceci rendra visible l'engagement de la communauté pour la promotion des valeurs civiques suisses.

Partenariats :

- Le RSM souligne l'importance de chercher le contact avec tous les partis politiques, indifféremment de leur position vis-à-vis de la présence de musulmans en Suisse.

8.2 Participation politique en tant que candidats

Participer activement à la vie politique locale, régionale et nationale est un facteur important pour une citoyenneté engagée et constructive. Pourtant, de nombreux partis politiques locaux peinent à trouver des candidats pour les élections, et la participation de politiciens de la communauté musulmane reste faible (malgré des progrès au niveau local et régional).

*Le RSM recommande aux **organisations musulmanes** et aux **partis politiques locaux** d'encourager la participation politique parmi les citoyens de confession musulmane.*

Concrètement :

Le RSM suggère aux organisations musulmanes et aux partis politiques locaux de motiver des citoyens de confession musulmane à se porter candidat pour les élections communales et/ou pour le comité permanent de scrutin et de dépouillement de certaines communes.

Le RSM recommande également d'organiser des rencontres entre les jeunes musulmans et les sections jeunesse des partis politiques afin de promouvoir la participation des jeunes dans les structures politiques.

³⁶ <http://www.mediareligion.com/index.html>

8.3 Mobilisation des outils de lobbying

Le lobbying en Suisse se fait directement à travers les personnes élues aux parlements, bien qu'il y ait aussi d'autres opportunités institutionnalisées, comme la participation aux commissions d'experts ou les procédures de consultation. Plusieurs projets légaux récents ont touché directement les intérêts des musulmans en Suisse, et les grands partis politiques ont tous élaborés des papiers stratégiques sur le thème de l'Islam, souvent sans consultation auprès de représentants des communautés musulmanes. Les musulmans en Suisse doivent renforcer les liens avec des parlementaires et les partis politiques pour faire entendre leurs préoccupations.

*Le RSM recommande aux **organisations musulmanes** d'organiser un lobbying efficace auprès des partis politiques et des parlementaires.*

Concrètement :

Le RSM suggère aux organisations musulmanes d'offrir des informations et de proposer des interlocuteurs aux partis politiques et aux parlementaires, sans imposer de recommandations. Pour sensibiliser les partis aux préoccupations des musulmans en Suisse, il recommande à certains citoyens Suisses de confession musulmane de jouer un rôle de médiateur ou de « pont » entre les différents groupes culturels et religieux, notamment par des cercles de dialogue permanents avec les différents partis politiques.

Le RSM attire aussi l'attention sur l'importance de stratégies de communication adaptées pour chaque parti politique (cf. *recomm. 7, en lien avec les media*).

9 Recommandations en lien avec le monde du travail

9.1 Promotion de l'accès au marché du travail

Le travail est un facteur primordial d'intégration des personnes issues de la migration. Plusieurs études³⁷ confirment cependant que les jeunes issus de la migration ont des difficultés particulières à trouver un apprentissage et un emploi³⁸, tandis que les jeunes musulmans sont très peu représentés dans les formations académiques.

*Le RSM suggère aux **communautés musulmanes** ainsi qu'aux institutions et organisations compétentes (**services économiques cantonaux, syndicats, unions patronales,...**) de promouvoir l'égalité de chances pour l'accès au marché du travail pour tous les jeunes indépendamment de leur origine ou confession.*

Concrètement :

Le RSM propose aux communautés musulmanes d'entreprendre un état des lieux des études pour comprendre les **causes de l'exclusion et proposer des solutions**, en actualisant ou approfondissant les études si nécessaire pour disposer d'informations statistiques fiables (cf. *recomm. 1.4, observatoire des cas de discrimination*).

Afin de **renforcer la formation** des jeunes musulmans, le RSM suggère aux communautés musulmanes d'offrir du soutien scolaire et d'établir un fonds de bourses pour permettre la poursuite des études. Le RSM recommande aux communautés musulmanes d'encourager les jeunes à recourir aux **offres de tutorat** pour faciliter l'accès aux places d'apprentissage (p.ex. le programme de tutorat « Ithaka »³⁹ et le projet bernois « incluso » pour les femmes issues de la migration⁴⁰). Le RSM encourage les **professionnels musulmans à s'engager davantage** comme tuteurs, et les employeurs musulmans à créer des places d'apprentissage. En outre, le RSM propose qu'on considère une anonymisation des dossiers de postulations.

10 Recommandations en lien avec l'information et la sensibilisation

10.1 Déconstruire les préjugés et désamorcer les craintes

Les récentes années ont vu une intensification des expressions de mépris et de crainte diffuse vis-à-vis de l'Islam et des musulmans en Occident. Il est évidemment contre-productif de rejeter une anxiété au motif qu'elle est irrationnelle, mais le fait est que les sentiments hostiles vis-à-vis des musulmans d'Europe sont basés sur des préjugés bien plus que sur des faits ou des expériences concrètes. Afin de répondre à ces craintes, il est primordial de déconstruire les préjugés et de montrer l'Islam et les musulmans dans toute leur diversité.

³⁷ Entre autres, la publication « Intégration et travail » de la Commission fédérale pour les questions de migration

³⁸ Theres Egger (2003) : Intégration et travail. Documentation sur la politique d'intégration. Berne : Commission fédérale des étrangers (http://www.ekm.admin.ch/fr/documentation/doku/mat_arbeit_f.pdf)

³⁹ http://www.hfh.ch/webautor-data/70/szh09_lthaka-Schellenberg-Studer.pdf

⁴⁰ http://www.isabern.ch/front_content.php?idcat=17

Le RSM recommande à tous les acteurs qui le peuvent et le souhaite de diffuser des informations factuelles, objectives et diversifiées sur l’Islam et sur le quotidien des musulmans en Suisse. Multiplier les opportunités de discussion et d’échange sur ce sujet permettra de :

- réviser les préjugés et représentations irrationnelles sur les musulmans et l’Islam et désamorcer les peurs
- dédramatiser les tensions, en rendant visible les points communs entre musulmans et non musulmans, la « citoyenneté ordinaire » des musulmans
- dépassionner le débat en déconstruisant les amalgames abusifs entre l’Islam et migration et intégration, Islam et terrorisme, et Islam et tradition.

Concrètement :

Afin d’être un partenaire crédible et fort, le RSM recommande aux **organisations musulmanes** d’unir leur voix et d’éviter l’exclusion mutuelle et la distinction néfaste entre « bons » et « mauvais » musulmans, sans toutefois gommer les nuances et les différences de vue. Il est particulièrement important que les organisations musulmanes s’organisent et soient plus visibles et présentes sur la scène publique pour ce point. Montrer la diversité de la vie musulmane en Suisse par le biais de films, de publications, d’émissions et des campagnes d’affichage⁴¹ peut aussi contribuer à dépasser les préjugés et désamorcer les craintes infondées.

Partenariats :

- avec la campagne « Aller Anfang ist Begegnung »⁴² pour une collaboration sur une campagne d’affichage
- avec l’association « tuos – für eine offene und tolerante Schweiz »⁴³ qui envisage une campagne similaire

11 Recommandations Transversales

11.1 Mapping des acteurs

Du fait d’un manque de données compilées sur *qui fait quoi* et *qui est qui* autour du thème de l’Islam et les musulmans en Suisse, il est souvent difficile d’avoir accès rapidement au contact compétent pour une question spécifique, et on risque les doublons et un manque de synergies.

*Afin de savoir qui fait quoi et qui est qui autour du thème de l’Islam et les musulmans en Suisse, le RSM recommande l’élaboration d’un **mapping** des acteurs.*

Concrètement :

Le RSM suggère de compiler les données sur les acteurs et domaines importants concernés par un *vivre ensemble* harmonieux entre groupes religieux et culturels en Suisse. Ce mapping détaillé des acteurs et des activités en cours comprendrait notamment les organisations et associations culturelles et confessionnelles, les plate-formes interreligieuses, et les départements et offices compétents au sein des autorités fédérales, cantonales et communales. Ce travail pourrait être élaboré en étroite collaboration avec une institution académique suisse afin de garantir l’objectivité et la légitimité du document.

11.2 Établissement d’un fonds pour un meilleur vivre ensemble

Bon nombre des recommandations de ce document peuvent être mises en œuvre par les communautés musulmanes, avec un financement adéquat. Pour compléter le financement possible de bailleurs de fonds suisses, il serait opportun que les communautés musulmanes elles-mêmes financent une partie des activités, pour souligner leur engagement vis-à-vis de la société suisse en général.

*Le RSM suggère aux **communautés musulmanes** la création d’un fonds alimenté par des contributions de musulmans vivant en Suisse. Il déconseille toutefois de faire appel à des dons venant de l’étranger.*

Concrètement :

Ce fonds pourra financer des bourses d’étude et soutenir des projets pour une meilleure cohabitation entre musulmans et non musulmans. A moyen terme, les communautés musulmanes pourraient envisager de fonder une œuvre d’entraide qui assiste toute personne sans distinction de religion ou de nationalité. Cela valoriserait les apports positifs des musulmans pour la société. Des collaborations avec d’autres œuvres d’entraide basées sur une motivation religieuse (tels que HEKS/EPER) devraient aussi être envisagées.

11.3 Création d’un centre de compétences

Plusieurs recommandations de ce document suggèrent la création d’un centre de compétences pour traiter des questions média et de l’organisation d’un lobbying politique entre autres.

⁴¹ À titre d’exemple une campagne en Allemagne : http://www./2.bp.blogspot.com/_F1drdnEoXbw/SyEEDXwh1wI/AAAAAAAAACU/327G1T9aLjw/s1600-h/kampagne-3.property%3Dbild,width%3D,height%3D.jpg ou en Grande Bretagne : <http://www.inspiredbymuhammad.com/campaign.php>

⁴² <http://www.aller-anfang-ist-begegnung.ch/>

⁴³ <http://www.tuos.ch/fr.html>

Afin de permettre un travail autour de l’Islam et des musulmans en Suisse dans un cadre citoyen et non pas religieux, le RSM recommande l’établissement d’un centre de compétences constitué d’experts musulmans et non musulmans.

Concrètement :

Le centre de compétences serait chargé d’activités concrètes mentionnées dans ce document, dont la gestion du fonds (11.2), l’élaboration d’une stratégie de communication (7.1), un observatoire de la presse (7.1), un think tank (5.2), le lobbying auprès des partis politiques (8.3).

11.4 --- Création d’une institution unique qui représente les musulmans en Suisse

Il existe actuellement une multitude d’associations musulmanes en Suisse, qui ont réalisé beaucoup dans les dernières années mais n’ont pas encore établi une seule institution représentative. La mise en œuvre de nombreuses recommandations de ce document serait facilitée par une définition plus claire des acteurs-clé pour les musulmans de Suisse, et par un message « unifié ». Les autorités fédérales et cantonales expriment aussi leur souhait qu’une structure formelle et démocratique des musulmans de Suisse soit créée, qui puisse être reconnue comme organisation de droit public. Malgré tout, le RSM sait qu’il est impossible de résumer les musulmans en Suisse à une catégorie unique et a conscience qu’il peut être difficile à l’heure actuelle d’établir formellement une unique instance représentative.

*Le RSM salue les efforts entrepris et les succès dans l’organisation des musulmans en Suisse. Il suggère d’investir encore davantage et de créer une **institution unique qui représente officiellement les musulmans en Suisse – ou du moins une organisation faitière souple** qui aide à dépasser les replis communautaires et qui donne une convergence à la diversité sans l’anéantir.*

Concrètement :

Le RSM propose d’établir des institutions musulmanes tant au niveau cantonal qu’au niveau fédéral qui soient reconnues légitimes par tous les musulmans. Il reconnaît l’exercice délicat que peut représenter la sélection de représentants « neutres » et non liés à une communauté spécifique, et suggère de ce fait de choisir les représentants par le biais d’élections.

Die Schweiz zwei Jahre nach der »Anti-Minarettinitiative«: Achtung statt Ablehnung

Die Annahme der Anti-Minarettinitiative am 29. November 2009 erschütterte die Schweiz und die politischen Kreise unseres Landes. Sie schlug auch im Ausland grosse Wellen – im südlichen Mittelmeerraum, aber auch in den USA, wo man sich über die Rückständigkeit des progressiven Europas in Fragen der religiösen Vielfalt moikierte. Die Schweiz verfolgte die Reaktionen in der muslimischen Welt mit Besorgnis, da sie befürchtete, dass diese indirekte Kränkung Retorsionsmassnahmen auslösen könnte.

Nachdem sich die erste Verunsicherung und die Angst gelegt hatten, machten sich Behörden und Zivilgesellschaft daran, herauszufinden, wie es dazu kommen konnte, dass eine als unsinnig eingestufte Initiative beim Volk so viel Zustimmung finden konnte und warum die Bedeutung einer angemessenen Bekämpfung der Vorlage unterschätzt worden war. Es galt auch aufzuzeigen, dass die Initiative keineswegs Ausdruck einer feindlichen Einstellung gegenüber dem Islam und der muslimischen Bevölkerung der Schweiz war. Parallel zu politischen Initiativen wurde die »Gruppe muslimischer Schweizerinnen und Schweizer« (GMS) gegründet, die die Abstimmung analysieren und konkrete Massnahmen vorschlagen wollte. Dieses informelle Forum für Meinungs austausch und Lösungsvorschläge untersuchte die Realität der Muslime und deren mangelnde Präsenz im öffentlichen Leben der Schweiz. Heute veröffentlicht die GMS eine Reihe von Vorschlägen, die sich an staatliche Behörden (Bund, Kantone und Gemeinden), muslimische Vereinigungen und andere Glaubensgemeinschaften, politische Parteien, Meinungsmacher und die Bevölkerung richten.

Die Islamdebatte in der Schweiz ist häufig mit der Frage der Integration der Migrantinnen und Migranten verknüpft, auch wenn ein Grossteil der hiesigen Muslime Schweizer Staatsangehörige sind und das Zusammenleben mit der muslimischen Bevölkerung nur selten zu konkreten Problemen führt.

Abstimmungsanalysen haben bestätigt, dass das negative Image des Islam und der Muslime in der Schweiz das Hauptproblem war, das zur Annahme der Anti-Minarettinitiative führte. Diese verzerrte Wahrnehmung hängt mit Fragen der nationalen und internationalen Politik zusammen, die nichts mit der muslimischen Bevölkerung der Schweiz zu tun haben. Sie ist aber auch auf die fehlende Präsenz der Musliminnen und Muslime im öffentlichen Leben der Schweiz zurückzuführen. Der Wunsch, nicht aufzufallen und die eigene Religion nicht zur Schau zu stellen, die mangelnde Ausschöpfung der Kapazitäten, und eine gewisse Diskriminierung behindern die volle Teilhabe der Musliminnen und Muslime an der Gesellschaft.

Die GMS gibt in ihrem Empfehlungskatalog einen Überblick über die bestehenden Massnahmen zur Förderung von Integration und Kohäsion. Sie schlägt zusätzliche Aktivitäten vor, die es den Musliminnen und Muslimen in der Schweiz erlauben, uneingeschränkt am gesellschaftlichen und politischen Leben sowie am Vereinsleben teilzuhaben und ihren Beitrag zur Gesellschaft sichtbar zu machen. Damit sollen zwei Bereiche gestärkt werden: die Kommunikation und das staatsbürgerliche Engagement. Der erste Bereich soll gestärkt werden, weil eine bessere Information und die Bereitstellung von Kommunikationskanälen helfen, zwischen Vorurteilen und Realität zu unterscheiden; der zweite, weil mit einem gemeinsamen Engagement in der Gesellschaft Ängste und Missverständnisse abgebaut werden können, wie sie bei der Abstimmung zum Ausdruck kamen. Die Mehrheit der Empfehlungen richtet sich an die muslimische Bevölkerung der Schweiz. Dies zeigt, dass die GMS die muslimische Gemeinschaft in die Pflicht nehmen will und eine Erwartungshaltung gegenüber der Gesellschaft ablehnt. Trotzdem braucht es den Einsatz aller, damit die kulturelle Vielfalt gelebt werden kann und Muslime nicht mehr abgelehnt, sondern geachtet werden. Mit ihren Empfehlungen möchte die GMS einen Beitrag dazu leisten.

Gruppe Muslimischer Schweizerinnen und Schweizer (GMS)

Überlegungen und Massnahmen nach der Abstimmung vom 29. November 2009

(»Anti-Minarettinitiative«)

Empfehlungskatalog¹

Inhaltsverzeichnis:

Die GMS: Ziele, Mitglieder, Treffen und Empfehlungen	27
1 Empfehlungen im Zusammenhang mit den Bundesbehörden	29
1.1 Teilnahme an Vernehmlassungsverfahren	29
1.2 Koordination und Kommunikation der Aktivitäten auf Bundesebene	29
1.3 Unterstützung der Kommunikation via staatlicher Kanäle	30
1.4 Den Islam in der Schweiz nicht einzig unter dem Gesichtspunkt der »Integration« betrachten	30
2 Empfehlungen im Zusammenhang mit den Kantonsbehörden	31
2.1 Informations- und Austauschplattformen	31
2.2 Unterstützung der Aktivitäten der muslimischen Organisationen in der Schweiz	31
3 Empfehlungen im Zusammenhang mit den Gemeindebehörden	32
3.1 Am Gemeindeleben teilhaben	32
3.2 Kultureller Austausch	32
3.3 Hilfe bei der Suche nach würdigen Gebetsräumen	32
4 Empfehlungen im Zusammenhang mit dem öffentlichen Bildungswesen	33
4.1 Religions- und Ethikunterricht an den Schulen	33
4.2 Islamischer Religionsunterricht in den Räumlichkeiten der Schulen	33
4.3 Lösung von Konflikten mit religiösem Hintergrund an Schulen	34
5 Empfehlungen im Zusammenhang mit Schweizer Intellektuellen	34
5.1 Islam und Muslime in der Schweiz bei akademischen Fragestellungen miteinbeziehen	34
5.2 Muslimische Intellektuelle unterstützen und in Think Tanks einbeziehen	35
5.3 Fragen zum Islam und zu den Muslimen in der Schweiz künstlerisch angehen	35
6 Empfehlungen im Zusammenhang mit anderen Religionsgemeinschaften	36
6.1 Gegenseitige Solidarität bei Angriffen auf Religionsgemeinschaften	36
6.2 Organisation gemeinsamer Veranstaltungen	36
6.3 Interreligiöser Dialog	37
7 Empfehlungen im Zusammenhang mit den Medien	37
7.1 Berichterstattung über Themen in Bezug auf den Islam und die Muslime in der Schweiz	37
8 Empfehlungen im Zusammenhang mit den politischen Parteien	38
8.1 Politische Partizipation als Wähler	38
8.2 Politische Partizipation als Kandidaten	38
8.3 Lobbying-Instrumente einsetzen	39
9 Empfehlungen im Zusammenhang mit der Arbeitswelt	39
9.1 Zugang zum Arbeitsmarkt erleichtern	39
10 Empfehlungen im Zusammenhang mit Information und Sensibilisierung	39
10.1 Vorurteile und Ängste abbauen	39
11 Transversale Empfehlungen	40
11.1 Mapping der Akteure	40
11.2 Gründung eines Fonds für ein besseres Zusammenleben	40
11.3 Gründung eines Kompetenzzentrums	41
11.4 Gründung einer einheitlichen Institution, die die Muslime in der Schweiz vertritt	41

¹ Hierbei handelt es sich um eine Übersetzung des auf Französisch verfassten Originaltexts, der massgebend ist.

Die GMS: Ziele, Mitglieder, Treffen und Empfehlungen

Die Cordoba Stiftung in Genf will den Austausch zwischen Kulturen und Zivilisationen im Sinne Cordobas unterstützen und zur Friedensfindung und -förderung beitragen. Im Rahmen des praxisorientierten Forschungsprogramms »Cordoba Jetzt« gilt das Augenmerk soziopolitischen und religiösen Dynamiken zur Findung und Umsetzung von Strategien zur Konflikttransformation, insbesondere im arabischen und muslimischen Raum sowie bezüglich des Zusammenlebens insbesondere mit Musliminnen und Muslimen in Europa.

Infolge der am 29. November 2009 angenommenen Eidgenössischen Volksinitiative »Gegen den Bau von Minaretten« gründete die Cordoba Stiftung die »Gruppe muslimischer Schweizerinnen und Schweizer (GMS)«.

Ziele

Die Gruppe muslimischer Schweizerinnen und Schweizer (GMS) setzt sich aus Schweizer Bürgerinnen und Bürger muslimischer Religionszugehörigkeit zusammen, die die Sprachregionen und die Vielfaltigkeit des Islam in der Schweiz repräsentieren. Die GMS stellt keine weitere islamische Vereinigung dar, sondern einen Think Tank für Bürgerinnen und Bürger; einen informellen Raum des Austauschs, der Reflexion und Erarbeitung von Vorschlägen.

Die GMS ist eine unabhängige, indes komplementäre Initiative zum »Muslim Dialog 2010«, der vom Bund als Folge der Minarettabstimmung lanciert wurde, um mit den in der Schweiz lebenden Musliminnen und Muslimen einen strukturierten Dialog zu führen.

Die GMS definiert ihr Vorhaben wie folgt:

- Das Resultat der Abstimmung vom 29. November 2009 analysieren; dessen Ursachen bestimmen und Mittel zu deren Behebung definieren;
- Die muslimische Realität in der heutigen Schweiz untersuchen und beschreiben;
- Die Unterrepräsentation von Musliminnen und Muslimen in der öffentlichen Debatte in der Schweiz analysieren;
- Darüber reflektieren, was Schweizerinnen und Schweizer mit muslimischer Religionszugehörigkeit im Nachgang zum Abstimmungsresultat unternehmen möchten oder können;
- Konkrete Vorschläge für Schweizer Musliminnen und Muslime formulieren.
- Konkrete Vorschläge an Meinungsmacher richten;
- Konkrete Vorschläge an den Staat richten.

Zu diesen Zwecken sowie um dazu beizutragen, den Schweizerinnen und Schweizern muslimischer Religionszugehörigkeit ein Gesicht und eine Stimme zu geben, fanden sich die Mitglieder der GMS 2010 und 2011 mehrmals zusammen. Aus diesem Brainstorming entstand ein Empfehlungskatalog, der sich an verschiedene Schweizer Akteure richtet und zur Förderung eines friedlichen Zusammenlebens in der Schweiz beitragen will.

Bildung der Gruppe

Die Cordoba Stiftung hat sich an potentielle Teilnehmerinnen und Teilnehmer gewandt, die unter Berücksichtigung folgender Kriterien ausgewählt worden sind:

- Schweizer Bürgerin oder Bürger, die/der sich hier »wohl fühlt« und die schweizerische Kultur gut kennt;
- Muslimische Religionszugehörigkeit (praktizierend oder nicht) mit guter Kenntnis der Religion;
- Teilnahme ad personam und nicht als Vertreterin oder Vertreter einer Vereinigung;
- Personen, die in den Medien nicht »allgegenwärtig« sind, um nicht bereits bekannte Ansichten zu wiederholen, sondern neue Ideen zu fördern.

Es wurde auf eine möglichst repräsentative und ausgeglichene Vertretung bezüglich Wohnsitz, Herkunftsregionen (Schweiz, Nordafrika, Mittlerer Osten, Subsahara-Afrika, Balkan, Türkei, Zentralasien, Iran, Indien/Pakistan, Südostasien), Alter und Geschlecht sowie verschiedener sozio-professioneller Kategorien der Teilnehmerschaft geachtet.

Eine erste Gruppe wurde eingeladen und konnte im weiteren Verlauf jeweils eine bis zwei weitere Personen vorschlagen. Während des gesamten Projekts trugen im Durchschnitt zehn Personen regelmässig zu den Diskussionen bei.

Treffen

2010 und 2011 fanden fünf Diskussionsrunden zu folgenden Themen statt:

19. Juni 2010:

- Konzept und Problemstellungen des Projekts GMS
- Verantwortlichkeiten verschiedener Akteure für die Annahme der Initiative »Gegen den Bau von Minaretten in der Schweiz« und erste mögliche Lösungsansätze angesichts dieser Situation
- Allgemeine Sachlage der Musliminnen und Muslime in der Schweiz

25. September 2010:

- Analyse der Gründe für die Annahme der Abstimmungsvorlage (Diagnose)
- Erstes Brainstorming zur Formulierung von Lösungsvorschlägen

24. Oktober 2010: (Diskussionsforum online für die Mitglieder der Gruppe)

- Konkrete Erarbeitung des Empfehlungskatalogs

20. November 2010:

- Staatsbürgerschaft, Sichtbarkeit, »Swissness«, Islam
- Kommunikationsweisen, insbesondere mit Blick auf die Emotionalität der Debatte über den Islam im Allgemeinen und die Minarette im Besonderen
- Legitimität und zukünftige Rolle der Gruppe

4. Juni 2011:

- Meinungsaustausch über den Empfehlungskatalog mit zwei Personen von ausserhalb der Gruppe

Empfehlungskatalog

Aufbauend auf verschiedene Brainstormings und Gruppendiskussionen wurde ein Katalog von Empfehlungen und konkreten Vorschlägen erstellt, der sich an verschiedene Akteure der schweizerischen Gesellschaft richtet: an die Behörden auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene; an die politischen Parteien, Intellektuelle, die Medien, muslimische und andere Religionsgemeinschaften sowie an die Schweizer Bürgerinnen und Bürger (die breite Öffentlichkeit).

Die Empfehlungen in diesem Katalog reflektieren die von der GMS geführten Diskussionen, werden aber nicht zwingend von jedem Mitglied individuell getragen. Obwohl das Dokument einer breiten Auswahl an Stellen und Personen zur Konsultation unterbreitet, und die hierbei erhaltenen Kommentare und Kritiken integriert worden sind, erhebt die GMS weder den Anspruch im Namen der Schweizer Musliminnen und Muslime² zu sprechen noch diese zu vertreten. Um den Empfehlungen der GMS mehr Gewicht und eine gewisse Legitimität zu verleihen, wäre es unerlässlich, die in der Gruppe entstandenen Ideen einer weiteren Zahl von Akteuren vorzulegen, ihren Standpunkt zu erfahren und deren Unterstützung zu erhalten.

Die GMS ist sich bewusst, dass durch ihre spezifische Reflexion Schweizer Muslime potentiell stigmatisiert werden (das Phänomen des »Othering« allenfalls verstärkt wird). Viele der genannten Herausforderungen stellen sich zudem nicht einzig Muslimen, sondern auch anderen Minderheiten, namentlich vielen Immigranten, auf welche die Empfehlungen folglich auch angewandt werden könnten. Darüber hinaus besteht ein Antagonismus zwischen dem Wunsch, »einflussreiche und repräsentative« Kontaktpersonen zu mobilisieren und der Sorge, Schweizer Muslime auf eine uniforme Kategorie zu reduzieren (beispielsweise durch Ausblendung von Personen, die wenig oder nicht praktizierend sind). Des Weiteren anerkennt die GMS explizit, dass die Schweizer Behörden die schwierige Aufgabe haben, durch ein Minimum an Involvierung in religiöse Fragen oder Angelegenheiten, den sozialen Zusammenhalt zu wahren. Während die Bildung neuer Fachgremien daher kontraproduktiv sein könnte, gälte es vielmehr zu versuchen, die spezifischen Belange der Schweizer Muslime in bestehende Strukturen zu integrieren und die Nutzung Letzterer zu maximieren.

Schliesslich sollte ein pragmatischer Ansatz bevorzugt werden, der sich an konkreten Massnahmen bezüglich des Alltags orientiert und zugleich die Möglichkeit der Ergriffung politischer oder rechtlicher Aktionen limitiert.

² Um den Text nicht mit Wiederholungen (Musliminnen und Muslime, Schweizerinnen und Schweizer etc.) zu belasten, wird nachfolgend die kürzere, männliche Form verwendet – mit der Bitte um Nachsicht bei allen Leserinnen.

1 --- Empfehlungen im Zusammenhang mit den Bundesbehörden

1.1 --- Teilnahme an Vernehmlassungsverfahren

Das Vernehmlassungsverfahren ist eine vorbereitende Etappe des Gesetzgebungsprozesses, bei dem die Entwürfe zu Verfassungsänderungen und Gesetzen den betroffenen Instanzen und Kreisen vorgelegt werden. Der Gesetzesentwurf, der in die Vernehmlassung geht, wird häufig durch einen erläuternden Bericht ergänzt, der üblicherweise von einem Expertenkomitee erstellt wird. Die Mitglieder der GMS finden, dass Muslime bei den Vernehmlassungsverfahren oder der Bildung von Expertengruppen zu Themen, die sie direkt betreffen, nicht systematisch konsultiert werden. Es ist jedoch anzufügen, dass sich interessierte Kreise während der Vernehmlassung auch äussern können, ohne direkt von den Bundesbehörden angefragt zu werden.

*Die GMS schlägt den **Bundesbehörden** vor, Muslime bei Vernehmlassungen zu für sie relevante Themen systematischer einzubeziehen. Zudem empfiehlt sie den **muslimischen Dachorganisationen**, sich zu für sie relevante Themen auch ohne Anfrage vonseiten der Bundesbehörden zu äussern.*

Konkret:

Zunächst sollten repräsentative muslimische Partner bestimmt und in die Organisationen integriert werden, die von den Eidgenössischen Departementen und vom Parlament konsultiert werden. Gleichzeitig gilt es, die muslimischen Organisationen durch die Bereitstellung der entsprechenden Informationsquellen³ auf die Möglichkeit aufmerksam zu machen, sich zu sie betreffenden Gesetzgebungsprozessen zu äussern.

Partnerschaften:

- Zuständige Institutionen der Eidgenössischen Departemente⁴
- Parlamentsdienste⁵
- Jeweilige kantonale Dachverbände als Partner auf muslimischer Ebene (cf. *transversale Empfehlungen*)

1.2 --- Koordination und Kommunikation der Aktivitäten auf Bundesebene

Aus Sicht der Mitglieder der GMS könnte die Koordination der verschiedenen Initiativen und Aktivitäten der Eidgenössischen Departemente und Direktionen verbessert und/oder besser kommuniziert werden (solange der zum Teil gegebene vertrauliche Rahmen nicht tangiert wird). Positiv zu erwähnen, sind das Dialog-Forum des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements, die Initiative zur theologischen Ausbildung von Imamen oder ein Projekt zur Gründung einer Einheitsorganisation für die Muslime in der Schweiz.

*Trotz der notwendigen Vertraulichkeit gewisser Aktivitäten schlägt die GMS den **Bundesbehörden** vor, auf Bundesebene die Koordination von Aktionen in Zusammenhang mit Schweizer Muslimen zu verstärken und die entsprechenden Kommunikationsbemühungen gegenüber der Schweizer Bevölkerung zu verstärken.*

Konkret:

Auf Bundesebene sollte eine Bestandesaufnahme der Aktivitäten und Initiativen in Verbindung mit den Muslimen in der Schweiz erstellt werden und anschliessend gegebenenfalls die gemeinsame Strategie angepasst werden, um Doppelspurigkeiten zu vermeiden. Es wäre sinnvoll, wenn bei der Erarbeitung und der Umsetzung dieser Strategie Schlüsselakteure aus den muslimischen Gemeinschaften in der Schweiz hinzugezogen würden. Weiter, wenn von den Behörden ein Kommunikationsplan erstellt würde, der die Vertreter der muslimischen Gemeinschaften miteinschliesst, damit sie ihre Gemeinschaften über die Zielsetzungen und Aktivitäten des Bundes informieren können.

Partnerschaften:

- Interdepartementale Koordination

³ Website der Schweizerischen Eidgenossenschaft: <http://www.admin.ch/aktuell/vernehmlassung/index.html?lang=de>
 Website des Parlaments: <http://www.parlament.ch/d/dokumentation/berichte/vernehmlassungen/Seiten/default.aspx>

⁴ Cf. in den vorangehenden Endnoten aufgelistete Websites

⁵ <http://www.parlament.ch/d/service-presse/parlamentsdienste/seiten/default.aspx>

1.3 **Unterstützung der Kommunikation via staatlicher Kanäle**

Die ungenügende Verbreitung objektiver Informationen über den Islam und den Alltag der Muslime in der Schweiz hat zweifellos einen entscheidenden Einfluss auf die zum Teil feindlichen Einstellungen gegenüber dem Islam. Der Bund kann zu diesem Zweck verschiedene staatliche Informationskanäle einsetzen, wie dies bereits geschehen ist, insbesondere mithilfe von Publikationen der Eidgenössischen Kommission gegen Rassismus⁶ und der Eidgenössischen Kommission für Migrationsfragen⁷ oder auch mittels der Förderung kultureller Projekte durch Pro Helvetia.

*GMS begrüsst die Initiativen der **Bundesbehörden** in diesem Bereich und empfiehlt, die staatlichen Kanäle zur Verbreitung faktischer Informationen über den Islam und die Muslime in der Schweiz noch vermehrt zu nutzen sowie diese Bestrebungen bei der Integrations- und Kulturpolitik allgemein zu berücksichtigen.*

*Die GMS schlägt den **Schweizer Muslimen** vor, Projekte in den Bereichen Kunst, Kultur, Wissenschaft und Sport zu Fragen der Integration und der Convivencia (Koexistenz) zu entwickeln, die über Muslime und den Islam in der Schweiz aufklären. Diese Projekte könnten staatlichen Institutionen wie Pro Helvetia, der Fachstelle für Rassismusbekämpfung oder dem Nationalfonds unterbreitet werden, um eine politische oder finanzielle Unterstützung zu erhalten⁸. Eine Implementierung könnte in Partnerschaft mit der Eidgenössischen Kommission gegen Rassismus erfolgen.*

Konkret:

Verschiedene private Projektideen könnten in Betracht gezogen werden, insbesondere:

- Kurzgeschichten über die Lebenswelt von Migranten in der Schweiz;
- Road Shows über kulturelle und historische Aspekte des Islam (z.B. über die Wissenschaftsgeschichte);
- Theaterstück mit Darstellern verschiedener Konfessionen;
- Kurzfilme über das Leben der Muslime in der Schweiz, die an Schweizer Filmfestivals präsentiert werden;
- Nationale Festivals künstlerischer und kultureller Art;
- Fotoausstellung, Produktion eines Fotobuchs in der Art von *Nous sommes Français et Musulmans* (France Keyser und Vincent Geiser);
- Ein Wanderbus als Informations- und Debattier-Plattform.

Zudem könnten die Bundesbehörden die Unterstützungsmöglichkeiten für solche Projekte aktiv kommunizieren und Akteuren, die damit nicht sehr vertraut sind, insbesondere Personen mit Migrationshintergrund, ein Coaching zur Erstellung der nötigen Unterlagen zur Ersuchung um Unterstützung anbieten.

Partnerschaften:

- Eidgenössische Kommission gegen Rassismus
- Eidgenössische Kommission für Migrationsfragen
- Pro Helvetia für einen intensiveren Kontakt mit schweizerischen muslimischen Künstlern
- Der Europarat, der ebenfalls um Unterstützung angefragt werden könnte

1.4 **Den Islam in der Schweiz nicht einzig unter dem Gesichtspunkt »Integration« betrachten**

Zahlreiche Muslime in der Schweiz sind Schweizer Bürger und/oder Migranten der zweiten oder sogar dritten Generation. Ausserdem stehen lediglich 15% der Ja-Stimmen für das Minarettverbot in Zusammenhang mit konkreten Problemen mit Muslimen in der Schweiz⁹. Demzufolge ist es nicht angebracht, Fragestellungen zu Muslimen in der Schweiz einzig unter dem Aspekt der Integration zu behandeln. Es gälte ebenfalls auf den Aspekt oder die Frage der Diskriminierung und Chancengleichheit zu fokussieren. Die Integrationspolitik des Bundes verläuft eindeutig in diese Richtung, und der Kampf gegen Diskriminierung wird ab 2014 in die Aufgaben der kantonalen Integrationsbüros fallen. Einige Kantone haben diesen Schritt bereits gemacht, so beispielsweise das waadtländische »office de l'intégration des étrangers et prévention du racisme« oder der Kanton Basel-Stadt, der nach Publikation einer Studie, die die Notwendigkeit einer soliden Gesetzgebung gegen Diskriminierung in der Schweiz hervorhebt¹⁰, die Chancengleichheit und den Kampf gegen Diskriminierung in sein Integrationsmandat miteinschliesst.

*Die GMS empfiehlt den **Bundesbehörden**, sich zu Fragestellungen bezüglich der Muslime in der Schweiz nicht lediglich auf den Gesichtspunkt der Integration zu konzentrieren, sondern die Aspekte des Bürgerbewusstseins, der Diskriminierung und der Muslimfeindlichkeit¹¹ mit einzubeziehen.*

⁶ Tangram 25 – Muslimfeindlichkeit, Bulletin der EKR, Juni 2010 (<http://www.ekr.admin.ch/shop/00008/00074/index.html?lang=de>); Stellungnahme der EKR zur aktuellen Entwicklung: Mehrheit und muslimische Minderheit in der Schweiz, September 2006 (<http://www.ekr.admin.ch/shop/00007/00032/index.html?lang=de>)

⁷ Matteo Gianni (2010): Muslime in der Schweiz, Eidgenössische Kommission für Migrationsfragen EKM (http://www.ekm.admin.ch/de/dokumentation/dokumat_muslim_d.pdf).

⁸ Cf. Empfehlungen in Zusammenhang mit den Intellektuellen

⁹ Hirter, H. & Vatter, A. (2010). Analyse der eidgenössischen Abstimmungen vom 29. November 2009. Bern: gfs.

¹⁰ Nicole Wichmann, Gianni D'Amato in Zusammenarbeit mit Ilka Steiner und Philippe Wanner (2010): Migration und Integration in Basel-Stadt – Ein »Pionierkanton« unter der Lupe. Neuchâtel: Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population. p. 70.

¹¹ Tangram 25 – Muslimfeindlichkeit, Bulletin der EKR, Juni 2010.

Konkret:

Die GMS schlägt den Bundesbehörden vor, die Antidiskriminierungsgesetze zu verstärken und ein Observatorium von Juristen zu schaffen, die Diskriminierungsfälle dokumentieren, Forschung betreiben, Statistiken erstellen und dadurch eine mögliche Anpassung der Gesetzgebung einleiten könnten (cf. Empfehlung 9.1, Arbeitswelt).

Die GMS regt an, dem Aspekt der Staatsbürgerschaft mehr Nachdruck zu verleihen, indem nicht das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement, vertreten durch das Bundesamt für Migration, sondern das Eidgenössische Departement des Innern für die Koordination der Fragen in Verbindung mit den Muslimen in der Schweiz zuständig ist.

Mittels eines Erfahrungsaustauschs zwischen den Integrationsstellen der verschiedenen Kantone könnte zudem die Möglichkeit diskutiert werden, Rassismus- und Diskriminierungsfragen mit zu berücksichtigen, nach Möglichkeit mit Unterstützung durch die Schweizerische Konferenz der Fachstellen für Integration (KoFI)¹² in Zusammenhang mit deren Fachtagung von 2010 zur Bekämpfung rassistischer Diskriminierung.

Wichtig ist auch, die Kulturkompetenz der Migranten zu verstärken, beispielsweise durch Hilfestellung und eine Einführung in die schweizerische Kultur für Familien, die neu in der Schweiz ankommen.

Partnerschaften:

- Eidgenössische Departemente (EDI und EJPD)
- Zuständige Stellen der Kantonsverwaltungen
- Schweizerischen Konferenz der Fachstellen für Integration

2 --- Empfehlungen im Zusammenhang mit den Kantonsbehörden

2.1 --- Informations- und Austauschplattformen

Einige Kantone konsultieren die Religionsgemeinschaften systematisch zu sie betreffenden Fragen, so beispielsweise Basel-Stadt und Basel-Landschaft im Rahmen des »Runden Tisches der Religionen beider Basel«¹³. Darüber hinaus können Austausch- und Informationskanäle durch die Teilnahme derselben Kontaktpersonen auf informelle Weise verstärkt werden.

*Die GMS empfiehlt den betroffenen **Kantonsbehörden**, systematisch und regelmässig Informations- und Austauschplattformen mit den Vertretern der verschiedenen Konfessionen einzurichten. Die Treffen mit den Vertretern aller Religionsgemeinschaften sollten durch bilaterale Zusammenkünfte mit jeder einzelnen Religionsgemeinschaft ergänzt werden.*

Konkret:

Eine Tagung auf nationaler Ebene mit den Schlüsselakteuren würde es ermöglichen, Lehren aus den Erfahrungen von Kantonen zu ziehen, die bereits Austausch-Plattformen eingerichtet haben. In jedem Kanton sollten anschliessend die Schlüsselakteure unter den Behörden und repräsentative Vertreter der muslimischen Gemeinschaften bestimmt werden. Regelmässige Zusammenkünfte ermöglichen in der Folge den Ideen- und Informationsaustausch und helfen würden, Probleme und Spannungen zu lösen, die auf kommunaler Ebene nicht hätten behoben werden können.

Partnerschaften:

- Zuständige Ämter und Vertreter der muslimischen Gemeinschaft
- Schweizerische Konferenz der Fachstellen für Integration (KoFI) für den Austausch zwischen Kantonen

2.2 --- Unterstützung der Aktivitäten der muslimischen Organisationen in der Schweiz

Die Anwesenheit von Behördenvertretern an Veranstaltungen, die von Muslimen in der Schweiz organisiert wurden, setzt ein wichtiges Zeichen der Anerkennung und Wertschätzung, was auch der gesellschaftlichen Akzeptanz von Muslimen zuträglich ist.

*Die GMS rät den **Kantonsbehörden**, die Aufmerksamkeit, die die Behörden den Muslimen (wie auch den anderen Religionsgemeinschaften) schenken, offen aufzuzeigen.*

Konkret:

Die GMS empfiehlt den muslimischen Gemeinschaften, die Kantons- (und Gemeinde)-behörden regelmässig zum Tag der offenen Tür in Moscheen, zu Fastenbrechen-Essen im Ramadan und zu jeglichen weiteren kulturellen muslimischen Veranstaltungen (die im Gegensatz zu religiösen Anlässen das in einigen Kantonen bestehende Laizismusgebot respektieren) einzuladen. Die Kantonsbehörden ihrerseits sollten regelmässig und erkennbar an solchen gemeinschaftlichen Veranstaltungen teilnehmen.

¹² <http://www.kofi-cosi.ch>

¹³ Beschreibung auf der Website Inforel: www.inforel.ch/i1377.html

3 --- Empfehlungen im Zusammenhang mit den Gemeindebehörden

3.1 --- Am Gemeindeleben teilhaben

Vereine sind ein wichtiger Faktor der schweizerischen Gesellschaft und helfen insbesondere in den Gemeinden, Kontakte zwischen den Einwohnern zu knüpfen und das soziale Netz zu verstärken. Durch ihre zentrale Rolle bei der Integration von Neuzuzüglern stellen Vereine eine ideale Plattform dar, das gegenseitige Kennenlernen und die gegenseitige Akzeptanz von Muslimen und Nicht-Muslimen zu fördern, insofern Vorurteile abgebaut werden. Personen mit Migrationshintergrund sind oft nur wenig über Vereinsangebote, insbesondere betreffend integrationsfördernder Aktivitäten, informiert.

*Die GMS lädt die **Schweizer Muslime** ein, aktiv am Gemeindeleben teilzuhaben. Sie schlägt den **Gemeindebehörden** vor, muslimische oder kulturelle Vereine zu unterstützen und die Vernetzung der Vereine untereinander zu fördern.*

Konkret:

Die GMS ermutigt die **Schweizer Muslime**, sich vermehrt am Vereinsleben zu beteiligen, beispielsweise in den folgenden Bereichen auf Gemeindeebene: Bildung (Nachhilfe- und Stützunterricht für Schulkinder, Schulkommission, Elternverein); Politik (cf. Empfehlung 8.1 und 8.2); Beruf (Gewerkschaften, Berufsverbände); Vereinsebene (Sportvereine, Feuerwehr, Studentenvereine, Kulturvereine); humanitäre Organisationen (humanitäre muslimische oder nicht-muslimische Hilfswerke, Menschenrechtsorganisationen).

Ausserdem empfiehlt die GMS den **Gemeindebehörden**, örtliche muslimische oder kulturelle Vereine zu unterstützen und sie mit den anderen Vereinen der Gemeinde zu vernetzen oder bei der Organisation von Anlässen in der Gemeinde miteinzubeziehen. In diesem Zusammenhang weist die GMS auf das Projekt der HEKS Zürich¹⁴ hin.

Schliesslich rät die GMS den Gemeindebehörden, Neuzuzüglern eine Broschüre mit Angaben über die wichtigsten örtlichen Ansprechpartner, das Vereinsangebot und insbesondere die kulturellen und integrationsfördernden Aktivitäten zur Verfügung zu stellen.

Wenn diese Informationen bei Veranstaltungen abgegeben werden, werden zudem direkte und persönliche Kontakte zwischen Gemeindevertretern und Neuzuzüglern begünstigt.

Partnerschaften:

- Muslimische und nicht-muslimische Vereine
- Gemeindebehörden
- Organisationen (beispielsweise HEKS), die dank ihrer Erfahrungen mit Partnerschaften mit integrationsfördernden Vereinen Hilfe leisten können.

3.2 --- Kultureller Austausch

Vorurteile sind häufig bedingt durch fehlenden gegenseitigen Kontakt und Wissensmangel. Jede Gelegenheit eines Zusammentreffens kann daher für die Akzeptanz der verschiedenen religiösen und kulturellen Gruppen förderlich sein.

*Die GMS empfiehlt den **Gemeindebehörden** und den **Kulturvereinen**, den kulturellen Austausch durch verschiedene Anlässe zu fördern.*

Konkret:

Als Modell und Inspiration kommen zahlreiche Veranstaltungen in der Schweiz in Frage: das multikulturelle Fest in Vevey, das Projekt *olla comun*¹⁵ in Basel, wo Migranten durch von ihnen zubereitete Mahlzeiten humanitäre Projekte in ihrem jeweiligen Herkunftsland finanzieren oder der Tag der Nachbarn, der in vielen Gemeinden stattfindet. Die GMS schlägt vor, durch Tage der offenen Tür zu verschiedenen Themen, die gemeinsam von unterschiedlichen kulturellen oder humanitären Organisationen organisiert und von den Gemeindebehörden unterstützt werden, den Austausch noch zusätzlich zu fördern.

3.3 --- Hilfe bei der Suche nach würdigen Gebetsräumen

Die Mehrzahl der islamischen Gebetsräume in der Schweiz sind heute in ehemaligen Fabriken oder Tiefgaragen untergebracht, die nicht als passende und würdige Plätze angesehen werden. Der Zugang zu würdigen Kultstätten wäre notwendig, damit die Muslime gleichermassen wie die anderen Religionsgemeinschaften in das Leben einer Stadt oder Region integriert werden.

¹⁴ Vereint Integrieren! Integrationsförderung von MigrantInnen im Bereich des gesellschaftlichen Zusammenlebens auf kommunaler Ebene mit Vereinen: http://www.ekm.admin.ch/de/themen/doku/vereint_integrieren.pdf

¹⁵ <http://www.k5kurszentrum.ch/index.php/olla-comun.html>

Bauland oder Gebäude zur Umnutzung würden selbstverständlich diesen Zweck erfüllen. Es ist jedoch wichtig, dass die muslimischen Gemeinschaften über das legitime Recht verfügen, sichtbar zu sein, und dass sie nicht, wie es heute oft der Fall ist, in Industriezonen abgeschoben werden. Islamische Gebetsräume an zentraler Lage würden zudem zwei wesentliche Aspekte zur Überwindung von Ängsten und Vorurteilen erfüllen, nämlich direkte Kontakte und ein de facto Zusammenleben.

*Die GMS empfiehlt den **Bau- und Raumplanungskommissionen**, die Muslime bei der Suche nach würdigen Gebetsräumen zu unterstützen.*

Konkret:

Die GMS schlägt den Bau- und Raumplanungskommissionen auf Kantons- und Gemeindeebene vor, Baugesuche für Gebetsstätten wohlwollend zu behandeln. Sie unterstreicht die grosse Bedeutung einer konstruktiven und transparenten Zusammenarbeit zwischen muslimischen Organisationen und den örtlichen Behörden bei der Anlage von Gebetsräumen.

Diese Räume dienen nicht nur dem Gebet, sondern sind auch sonst im Alltag der Muslime wichtig, da dort religiöse Feste, Religions- und Arabischunterricht, *Iftar*-Essen während des Ramadans und Hochzeiten abgehalten sowie Pilgerfahrten organisiert werden. Weiter existieren dort häufig auch eine Bibliothek und eine Mediathek.

4 --- Empfehlungen im Zusammenhang mit dem öffentlichen Bildungswesen

Fehlende objektive Kenntnisse über den Islam und den Alltag der Muslime in der Schweiz werden immer wieder als Haupthindernis für ein harmonisches Zusammenleben von Muslimen und Nicht-Muslimen in der Schweiz identifiziert. Die Schule ist ein idealer Ort, um zukünftigen Generationen objektive Informationen zu vermitteln und so ein besseres gegenseitiges Verständnis und eine bessere gegenseitige Akzeptanz der verschiedenen Konfessionen zu fördern. Diese wesentliche Aufgabe sollte innerhalb des komplexen Systems geteilter Zuständigkeiten und trotz budgetären Einschränkungen zwischen Kantonen und Gemeinden im Bereich des Bildungswesens sorgfältig verfolgt werden.

4.1 --- Religions- und Ethikunterricht an den Schulen

In der Schweiz werden gegenwärtig gemeinsame Lehrpläne für die Kantone ausgearbeitet (Lehrplan21 und plan d'études romand), die den Fachbereich Ethik, Religionen und Gemeinschaften beinhalten, der bereits in zahlreichen kantonalen Lehrplänen integriert ist.

*Die GMS begrüsst die systematische Eingliederung des Fachs über die verschiedenen Religionen und Ethik in die Lehrpläne. Sie rät den **Kantonsbehörden**, sich weiterhin zu bemühen, im Rahmen der öffentlichen Bildung objektive Informationen über den Islam, das Leben der Muslime in der Schweiz und die Herausforderungen, denen sie gegenüberstehen, zu vermitteln.*

Konkret:

Die GMS unterstreicht die Wichtigkeit einer guten Vorbereitung der Lehrkräfte, die diese Kurse unterrichten und diese Informationen vermitteln. Die Gruppe legt insbesondere grossen Wert darauf, zwischen religiösen, traditionellen und kulturellen Aspekten unterschieden zu wissen. Zum Zwecke der Bereicherung und des Austauschs schlägt die GMS vor, muslimische Experten bei der Ausarbeitung des Lern- und Lehrstoffes beizuziehen und im Rahmen der Kurse Religion und Ethik sowie Geschichte den Kontakt zu den verschiedenen Religionsgemeinschaften zu suchen. Die Erfahrung einiger Kantone zeigt jedoch, dass die Schaffung eines für alle akzeptablen Moduls zum Islam angesichts der Vielfalt an Muslimen in der Schweiz und folglich Fragen bezüglich Repräsentativität delikater sein kann.

Die Schulen können aber durch Organisation von Aktivitäten, die Gemeinsamkeiten hervorheben und Unterschiede als Chancen und nicht als Schwierigkeiten präsentieren, zur Förderung eines harmonischen Zusammenlebens von Kulturen und Religionen beitragen.

4.2 --- Islamischer Religionsunterricht in den Räumlichkeiten der Schulen

Auf Gemeindeebene stellen einige Schulen ihre Räumlichkeiten gemäss des Vorbilds des Religionsunterrichts christlicher Kirchen auch für islamischen Religionsunterricht zur Verfügung. Diese Projekte werden in einer Publikation der Eidgenössischen Kommission gegen Rassismus dokumentiert¹⁶. Verschiedene Autoren zeigen die Vorteile dieses Vorgehens auf: muslimische Kinder fühlen sich anerkannt und nicht ausgeschlossen, und die Kantonsbehörden können sich über den Inhalt und die Qualität des Unterrichts informieren und gegebenenfalls reagieren.

¹⁶ Tangram 14 – Religion in der Schule. Bulletin der EKR, Oktober 2003.

Die GMS empfiehlt den **Gemeindebehörden**, die Möglichkeit anzubieten, islamischen Religionsunterricht in den Räumlichkeiten der Schule abzuhalten, sofern die gesetzlichen Vorgaben des Kantons dies gestatten.

Konkret:

Die GMS rät den Gemeindebehörden, sich über die Erfahrungen anderer Gemeinden zu informieren, die dieses Vorgehen angewandt haben und sich über die Modalitäten und den Nutzen dessen im Rahmen einer Tagung für Gemeindevertreter auszutauschen.

Zur Unterstützung der Lehrkräfte des islamischen Religionsunterrichts und um die Qualität des Unterrichts noch zusätzlich zu verbessern, regt die GMS an, eine anerkannte Ausbildung für Imame, Seelsorger sowie Lehrpersonen des islamischen Religionsunterrichts¹⁷ einzurichten. Weiter schlägt sie den muslimischen Organisationen vor, eine Austauschplattform für Lehrpersonen des islamischen Religionsunterrichts zu schaffen.

4.3 Lösung von Konflikten mit religiösem Hintergrund an Schulen

Die Schulen bilden einen Mikrokosmos der schweizerischen Gesellschaft und sehen sich daher manchmal Spannungen und Konflikten in Verbindung mit religiösen Aspekten ausgesetzt. Es liegt in der Verantwortung der Lehrkräfte, auf diese Fragen zu reagieren, was sie meist auf pragmatische und angemessene Art tun. Spezifische Informationen und Ratschläge für Lehrkräfte können dennoch hilfreich sein. Einige Kantone haben entsprechende Papiere ausgearbeitet¹⁸.

*Die GMS unterstützt pragmatische Lösungen für Probleme, die in Verbindung mit der Religion der Schüler entstehen können. Indes befürwortet die Gruppe eine Aufstellung von Richtlinien und Empfehlungen durch die **Kantons- oder Gemeindebehörden**, innerhalb derer individuelle Lösungen gefunden werden können.*

Konkret:

Die GMS schlägt vor, dass diejenigen Kantone, in welchen dies noch nicht erfolgt ist, Empfehlungen für den Lehrkörper ausarbeiten und sich dabei auf bereits bestehende kantonale Rahmenordnungen zur religiösen und kulturellen Vielfalt abstützen. Ein Austausch innerhalb der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren könnte sinnvoll sein.

Ausserdem empfiehlt die GMS, gegebenenfalls muslimische Seelsorger beizuziehen, um soziale Konflikte zu lösen, insbesondere wenn eine anerkannte Ausbildung absolviert worden ist.

Weiter regt die GMS an, einen »Rat der Weisen« zu schaffen. Diese Instanz könnte eine Dialog- und Vermittlerfunktion wahrnehmen, um Konflikte zu entschärfen, bevor sie eskalieren. Solche Instanzen auf schulischer, regionaler oder kantonaler Ebene sollten sich aus Personen zusammensetzen, die den muslimischen Gemeinschaften nahe stehen und es zugleich gewohnt sind, mit den Behörden zu verhandeln.

Partnerschaften:

- Erziehungsdirektionen der verschiedenen Kantone
- Interkantonale Institutionen und regionale Konferenzen: Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren¹⁹, Conférence inter-cantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin²⁰, Erziehungsdirektoren-Konferenz der Ostschweizer Kantone und des Fürstentums Liechtenstein²¹, Bildungsdirektoren-Konferenz Zentralschweiz²², Nordwestschweizerische Erziehungsdirektoren-Konferenz²³.
- Auf Gemeindeebene: Gemeinderatskommissionen und Schulleitungen

5 Empfehlungen im Zusammenhang mit Schweizer Intellektuellen

Der Begriff des Intellektuellen wird hier definiert als »eine Persönlichkeit, die sich mit dem ganzen Gewicht ihres Ansehens für eine Sache engagiert²⁴, d.h. ein »Meinungsmacher« aus akademischen, wirtschaftlichen oder kulturellen Kreisen.

5.1 Islam und Muslime in der Schweiz bei akademischen Fragestellungen miteinbeziehen

Die Wahrnehmung des Islam und der Muslime in der Schweiz ist gegenwärtig stark von Vorurteilen beeinflusst. Im Rahmen der akademischen Forschung ist erst seit Kurzem ein Interesse für die Lebensumstände der Muslime in

¹⁷ Cf. entsprechende Webseite des NFP 58: http://www.nfp58.ch/d_projekte_muslims.cfm

¹⁸ Cf. beispielsweise Kanton Freiburg: http://www.fr.ch/dics/files/pdf23/vielfalt_in_der_schule.pdf

¹⁹ <http://www.edk.ch/dyn/11910.php>

²⁰ <http://www.ciip.ch/>

²¹ <http://www.d-edk.ch/erziehungsdirektoren-konferenz-der-ostschweizer-kantone-und-des-furstentums-liechtenstein>

²² <http://www.bildung-z.ch/>

²³ <http://www.nwedk.d-edk.ch/>

²⁴ Historisches Lexikon der Schweiz: Intellektuelle. Version 24.08.2011. <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/d/D16383.php>

der Schweiz festzustellen, insbesondere im Nationalen Forschungsprogramm NFP 58 »Religionsgemeinschaften, Staat und Gesellschaft«²⁵, das ein Modul speziell Fragestellungen bezüglich Muslimen widmet.

*Die GMS empfiehlt den **akademischen Kreisen**, den Islam und die Lebensumstände der Muslime in der Schweiz in ihren Arbeiten, Verfahren und Diskussionen vermehrt zu berücksichtigen. Die Bereitstellung und Verbreitung objektiver und wissenschaftlicher Informationen zu diesen Themen helfen, Vorurteile abzubauen.*

Konkret:

Die GMS schlägt den Intellektuellen aus akademischen Kreisen vor, Studiengruppen zu Themen in Verbindung mit dem Islam zu gründen, wie beispielsweise die Forschungsgruppe zum Islam in der Schweiz (GRIS)²⁶. Unter Verweis auf den Ansatz »mit« jemandem und nicht »über« jemanden zu schreiben, regt die GMS an, die Studiensubjekte als Akteure mit einzubeziehen und muslimische Forscher an der Diskussion zu beteiligen, selbstverständlich ohne die Objektivität der Studie zu beeinträchtigen. Die GMS unterstreicht die Wichtigkeit der Erstellung einer Reihe von Publikationen zu Themen über den Islam, die die Schweizer Bevölkerung besonders interessieren.

Weiter empfiehlt die Gruppe, die Gründung eines aus Muslimen und Nicht-Muslimen bestehenden Expertenpools zum Thema Islam und Muslime in der Schweiz in Erwägung zu ziehen. In der Form eines Observatoriums mit klaren Aufgabestellungen könnte dieser Pool Standpunkte, Analysen, Ideen, Denkansätze sowie Konsultationen anbieten.

Partnerschaften:

- Etablierte Wissenschaftler
- Gruppen und Institutionen wie die GRIS, Schweizer Universitäten oder andere akademische Think Tanks zur Organisation und Kohäsion der schweizerischen Gesellschaft
- Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung

5.2 Muslimische Intellektuelle unterstützen und in Think Tanks einbeziehen

Neben rein akademischen Kreisen bestehen zahlreiche weitere Organisationen, die Organisations-, Entwicklungs- und Kohäsionsfragen der Gesellschaft behandeln.

Sie sind häufig einflussreich und haben eine grosse Bedeutung für die öffentliche Meinungsbildung.

*Die GMS regt an, Muslime vermehrt in **Think Tanks und intellektuelle Diskussionsgruppen** einzubeziehen und sie nicht lediglich zu Themen des Islam und der Integration, sondern auch bezüglich anderer Fragestellungen zur Gesellschaft zu konsultieren. Zudem befürwortet die Gruppe die Verstärkung muslimischer Think Tanks.*

Konkret:

Die GMS legt intellektuellen Kreisen nahe, die in der Schweiz ansässigen Muslime aktiv anzusprechen, um sie in ihre Diskussionen einzubeziehen. Sie schlägt muslimischen Intellektuellen vor, verstärkt zusammenzuarbeiten, indem entsprechende muslimische Organisationen (wie der Freitagsclub in Zürich) und nicht-muslimische Organisationen gemischte Diskussionsplattformen, Denkfabriken und Studiengruppen gründen. Weiter könnten auch Thementage organisiert werden.

Ausserdem empfiehlt die GMS, in Diskussionsgruppen wirtschaftlicher Akteure muslimische Persönlichkeiten hinzuzuziehen.

Partnerschaften:

- Intellektuelle Gruppen wie der Freitagsclub, der Club Helvétique, Avenir Suisse oder der Verein Zivilgesellschaft
- Intellektuelle und »Meinungsmacher«, die unabhängig sind oder Think Tanks angehören

5.3 Fragen zum Islam und zu den Muslimen in der Schweiz künstlerisch angehen

Die Kunst bietet eine nuancierte und interessante Alternative, auf das Thema des Islam und des Alltags der Muslime in der Schweiz einzugehen und kann ein Publikum ansprechen, das sich wenig für wissenschaftliche Studien interessiert. In jüngster Zeit sind zahlreiche künstlerische Projekte entstanden, die oftmals von muslimischen Künstlern im Westen lanciert wurden. Dazu zählen Spielfilme über Immigration und fehlendes interkulturelles Verständnis, die den Alltag der Muslime in Szene setzen, zum Beispiel *Almanya*²⁷, *Shahada*²⁸, *The Infidel*²⁹, oder Fernsehserien wie *Little mosque on the prairie*³⁰, oder bekannte Komiker wie Müslüm, Samir Alic³¹ oder die Gruppe *A part ça, tout va bien*³².

²⁵ http://www.nfp58.ch/d_index.cfm

²⁶ <http://www.gris.info/index.php>

²⁷ <http://www.almanya-film.de/>

²⁸ <http://www.shahada-der-film.de/>

²⁹ [http://www.en.wikipedia.org/wiki/The_Infidel_\(2010_film\)](http://www.en.wikipedia.org/wiki/The_Infidel_(2010_film))

³⁰ <http://www.cbc.ca/littlemosque/>

³¹ <http://www.samir-alic.com/>

³² <http://www.apartcatoutvabien.com/>

Die GMS legt den **Kulturschaffenden** in der Schweiz nahe, sich für Themen in Verbindung mit dem Islam und den Muslimen in der Schweiz zu interessieren.

Konkret:

Die GMS schlägt Schweizer Kulturschaffenden vor, Anlässe gemeinsam mit muslimischen und nicht-muslimischen Künstlern zu veranstalten. Zudem empfiehlt die GMS den verschiedenen **Geldgebern**, vermehrt muslimische Künstler zu unterstützen.

Die Aussenstelle von Pro Helvetia in Kairo koordiniert künstlerische Projekte in der Region und empfängt regelmässig Schweizer Kulturschaffende. So könnten muslimische Künstler in der Schweiz und nicht-muslimische Künstler, die sich in Kairo aufgehalten haben, in Zusammenarbeit das Thema des Zusammenlebens aufgreifen.

Die GMS lädt die staatlichen und privaten Institutionen ein, vermehrt das Kunstschaffen, das ein besseres Zusammenleben fördert, zu unterstützen, namentlich in den Bereichen Theater, Ausstellungen, traditionelles Kunsthandwerk (Schweizer Handwerk, Kupferhandwerk, Henna, usw.). Der Austausch könnte auch an den Berufsschulen und Fachschulen für Gestaltung und Kunst stattfinden.

Schliesslich betont die GMS die grosse Bedeutung des Humors, mittels welchem entdramatisiert und die Problematiken des Zusammenlebens sowie Vorurteile auf lockere und nuancierte Weise angegangen werden können.

6 --- Empfehlungen im Zusammenhang mit anderen Religionsgemeinschaften

6.1 --- Gegenseitige Solidarität bei Angriffen auf Religionsgemeinschaften

Gewalttätige Angriffe auf Mitglieder jeglicher Religionsgemeinschaften sind schlimm und müssen systematisch verurteilt werden. Die GMS stellt fest, dass Attentate gegen Christen in mehrheitlich muslimischen Ländern oft dazu führten, dass die Vorurteile gegen Muslime und die Ablehnung des Islam im Westen zunahmen.

Die GMS empfiehlt allen **Religionsgemeinschaften**, bei Angriffen oder Gewalt gegen eine andere Religionsgemeinschaft gegenseitige Solidarität zu bekunden.

Konkret:

Bei gewalttätigen Angriffen auf Religionsgemeinschaften weltweit schlägt die GMS vor, dass die Religionsgemeinschaften Solidarität bekunden, indem sie **Demonstrationen organisieren** (wie nach dem Attentat auf eine koptische Kirche in Alexandria am 31.12.2010, als die »Fondation de l'Entre-Connaissance« und »SOS Racisme« eine Demonstration organisierten, die von der »Plateforme interreligieuse« und dem »Appel Spirituel de Genève« unterstützt wurde) oder in **gemeinsamen Pressemitteilungen** jegliche Gewalt im Namen der Religion verurteilen. Organisationen des interreligiösen Dialogs können die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Religionsgemeinschaften erleichtern.

6.2 --- Organisation gemeinsamer Veranstaltungen

Die gemeinsame Organisation von Anlässen und Aktivitäten führt oft zu mehr gegenseitigem Respekt und Verständnis als ein abstrakter Dialog über Gemeinsamkeiten und Unterschiede der jeweiligen Religionen. In der kreativen Gruppenatmosphäre lernen sich die Teilnehmer als Individuen und nicht als Vertreter einer Religion kennen.

Die GMS rät den **Religionsgemeinschaften**, gemeinsam mit Mitgliedern anderer Religionsgemeinschaften Aktivitäten zu organisieren.

Konkret:

Die gemeinsamen Aktivitäten können in unzähligen Bereichen stattfinden, beispielsweise: humanitäre Hilfe (für Notleidende in der Schweiz und anderswo); soziale Unterstützung (Altersheime, Spitäler); festliches Beisammensein (Picknicks, Feiern); Begegnungen anlässlich von religiösen Festen; Tagungen zum gegenseitigen Austausch. Insbesondere in Schulen könnten auch Wanderausstellungen angeboten werden, die verschiedene Konfessionen vorstellen. Ein gutes Beispiel ist die nationale Woche der Religionen, organisiert durch die Interreligiöse Arbeitsgemeinschaft der Schweiz (IRAS-COTIS)³³, an welcher die Teilnahme seitens Muslimen verstärkt werden sollte.

Partnerschaften:

- Interreligiöse Plattformen wie die Interreligiöse Arbeitsgemeinschaft in der Schweiz, der Schweizerische Rat der Religionen³⁴, das Haus der Religionen³⁵, etc.

³³ <http://www.iras-cotis.ch/seiten/wer.html>

³⁴ <http://www.sek-feps.ch/506a827c19aba99b44741d5517c54bf6/fr/th-ologie-und-thique/conseil-des-religions/conseil-suisse-des-religions.html&lang=1>

³⁵ <http://www.haus-der-religionen.ch/de/aktuell/termine.html>

6.3 Interreligiöser Dialog

Der Dialog zwischen Angehörigen verschiedener Religionen ist wichtig und sehr anspruchsvoll. Er muss sorgfältig geführt werden und setzt ein starkes gegenseitiges Vertrauen der Beteiligten voraus. In der Praxis gilt es zu vermeiden, dass der Dialog zu einer Aneinanderreihung von Monologen wird.

Die GMS betont, dass die gleichberechtigte Beteiligung aller Religionsgemeinschaften an interreligiösen Dialogen wichtig ist. Es gilt zu vermeiden, dass eine Gruppe eine andere bezüglich der Anzahl Teilnehmer, der politischen Tendenzen oder anderer organisationaler Aspekte »dominiert«.

Konkret:

Die GMS empfiehlt den **interreligiösen Dialogplattformen**, potenzielle Teilnehmer und repräsentative Organisationen aktiv zu kontaktieren und somit eine Ausgewogenheit der Teilnehmer zu erreichen.

Die GMS schlägt den **muslimischen Organisationen** vor, muslimische Vertreter zu bestärken, sich an Dialogplattformen zu beteiligen.

7 Empfehlungen im Zusammenhang mit den Medien

7.1 Berichterstattung über Themen in Bezug auf den Islam und die Muslime in der Schweiz

Die GMS bezieht sich insbesondere auf die Schlussfolgerungen der Projekte »Rolle der Massenmedien beim Zusammenprall der Kulturen«³⁶ und »Die Darstellung von Religion und Religionsgemeinschaften im Fernsehen«³⁷ des Nationalen Forschungsprogramms NFP 58. Diese betonen die zentrale Rolle der Medien bei der Informationsvermittlung und der Meinungsbildung, besonders bezüglich der Toleranz gegenüber Minderheitsreligionen in der Schweiz, wozu auch der Islam zählt. Die Kenntnisse der Journalisten über die Religionen sind jedoch oft lückenhaft, während es den muslimischen Gemeinschaften oft an Know-how und einer Kommunikationsstrategie fehlt.

Die GMS empfiehlt den **muslimischen Gemeinschaften** in der Schweiz, ihre Kontakte mit Journalisten und Medien zu intensivieren und zu professionalisieren sowie pro-aktiv Themen vorzuschlagen. Sie rät **Schweizer Journalisten**, sich in Sachen Religionen weiterzubilden und zu informieren.

Konkret:

Die GMS schlägt den muslimischen Gemeinschaften vor, eine **Ausbildung und ein Handbuch über die Arbeit mit den Medien** zu erarbeiten. Diese in Zusammenarbeit mit muslimischen Kommunikationsexperten und Schweizer Medien entwickelte Ausbildung könnte folgende Module beinhalten:

Den Medien pro-aktiv gegenüberzutreten:

- Eine Strategie entwickeln, um eine reaktive Abwehralhaltung zu vermeiden
- Aktivitäten der muslimischen Gemeinschaften (Ausstellungen, Tage der offenen Tür, Feste, Konferenzen, Diskussionen, Festivals) als Thema vorschlagen
- Sich systematisch und aktiv von jeglicher Gewalthandlung distanzieren, die dem Islam zugeschrieben wird
- Regelmässige Beiträge in Zeitungen (Leitartikel, Kolumnen)
- Stellungnahme der Muslime als Schweizer Bürger zu Gesellschaftsfragen
- Material zur Verfügung stellen (Kurz- und Dokumentarfilme, auch ohne Übersetzung)

Auf persönlichen und professionellen Kontakt zu Journalisten bedacht sein:

- Individuelle und persönliche Einladungen für Journalisten
- Gute Beziehungen zu Journalisten pflegen und sich für gute Artikel bedanken
- Glückwunschkarten versenden und aktiv einen guten Kontakt aufrechterhalten
- Stets korrektes Verhalten gegenüber Journalisten (selbst bei Meinungsverschiedenheiten)
- Informationsmaterial und Kontaktinformationen bereitstellen

Die GMS empfiehlt zudem die Erarbeitung eines **Coaching-Programms** für Muslime in der Schweiz, die Zeitungsverlagen Artikel zur Veröffentlichung vorlegen möchten, damit sie durch stilistische, sprachliche und inhaltliche Verbesserungen bessere Chancen haben, publiziert zu werden.

³⁶ http://www.nfp58.ch/d_projekte_religion.cfm?projekt=63

³⁷ http://www.nfp58.ch/d_projekte_religion.cfm?projekt=84

Ausserdem befürwortet die GMS die Schaffung eines **Expertenpools** oder eines **Medienzentrums** zum Thema der Muslime in der Schweiz, bestehend aus muslimischen und nicht-muslimischen Fachleuten, die:

- eine Kommunikationsstrategie erstellen
- den Medien Themen und Produkte (Artikel, Berichte, Kurz- und Dokumentarfilme) anbieten und sie dafür interessieren können
- die Schweizer Presse beobachten (Mapping der Printmedien und Journalisten, Reaktionen auf Artikel und Leserbriefe, Kontakte mit den am Besten und am Wenigsten informierten Journalisten)
- für besonders gute Berichte oder Artikel einen Journalistenpreis vergeben

Schliesslich legt die GMS Schweizer Journalisten den Besuch von **Ausbildungsseminaren über verschiedene Religionen** (wie beispielsweise im Rahmen des Programms »Media & Religion« des Instituts Religioscope³⁸ organisiert) oder die Teilnahme an Kultursensibilisierungs-Kursen (wie von Firmen mit Auslandskontakten angeboten) nahe.

8 --- Empfehlungen im Zusammenhang mit den politischen Parteien

8.1 --- Politische Partizipation als Wähler

Eine aktive Beteiligung am politischen Leben auf lokaler, regionaler und nationaler Ebene ist ein wichtiger Faktor, die Staatsbürgerschaft vollumfänglich zu leben. Die Stimmbeteiligung bei Abstimmungen und Wahlen in der Schweiz ist in der Regel recht tief, und die GMS nimmt an, dass die muslimischen Mitbürger dabei keine Ausnahme bilden.

*Die GMS empfiehlt den **muslimischen Organisationen** und **politischen Parteien**, die muslimischen Stimmbürger zu ermutigen, sich aktiv am politischen Leben zu beteiligen und ihre Wählerfunktion wahrzunehmen. Die GMS betont im Allgemeinen, dass eine aktive Bürgerschaft gefördert werden muss, um die vollumfängliche Teilhabe der Muslime am gesellschaftlichen Leben zu begünstigen.*

Konkret:

Die GMS rät den **politischen Parteien**, während ihren Kampagnen gemeinsam mit muslimischen Organisationen Konferenzen und Debatten zu organisieren, um diese Wählergruppe und speziell die jungen Wähler direkt anzusprechen.

Gleichzeitig ruft sie die **Muslime in der Schweiz** auf, aktiv an Veranstaltungen vor Abstimmungen und Wahlen teilzuhaben. Sollte dadurch die Stimmbeteiligung der Schweizer Muslime zunehmen, dürfte diese Wählergruppe auch von den Parteien mehr wahrgenommen werden.

Die GMS legt den Schweizer Muslimen nahe, zu *allen* politischen Fragen Stellung zu beziehen, um gemeinsame Werte zu betonen und das geteilte Interesse an der Gesellschaft allgemein aufzuzeigen.

Schliesslich schlägt die GMS den muslimischen Organisationen vor, ihren Mitgliedern Kurse zur politischen Bildung anzubieten und sie zu bestärken, ihre Bürgerschaft aktiv zu leben. Dadurch würde das Engagement der muslimischen Gemeinschaft für die zivilen Werte der Schweiz sichtbar.

Partnerschaften:

- Die GMS unterstreicht die Wichtigkeit der Kontaktsuche und –aufnahme mit allen politischen Parteien, unabhängig von deren Einstellung zur muslimischen Präsenz in der Schweiz.

8.2 --- Politische Partizipation als Kandidaten

Eine aktive Beteiligung am politischen Leben auf lokaler, regionaler und nationaler Ebene ist wichtig für ein engagiertes und konstruktives Bürgerbewusstsein. Viele Lokalparteien haben jedoch Mühe, bei Wahlen Kandidaten zu finden, und die Partizipation muslimischer Politiker ist gering (trotz Fortschritten auf lokaler und regionaler Ebene).

*Die GMS empfiehlt den **muslimischen Organisationen** und den **politischen Parteien**, die politische Partizipation der Bürger muslimischer Religionszugehörigkeit zu fördern.*

Konkret:

Die GMS empfiehlt den muslimischen Organisationen und den Lokalparteien, muslimische Stimmbürger zu motivieren, bei Gemeindewahlen und/oder für das in einigen Gemeinden bestehende Stimmbüro zu kandidieren.

Die GMS regt zudem an, Treffen zwischen jungen Muslimen und den Jugendsektionen der politischen Parteien zu organisieren, um die politische Beteiligung der jüngeren Generationen zu fördern.

³⁸ <http://www.mediareligion.com/index.html>

8.3 **Lobbying-Instrumente einsetzen**

In der Schweiz erfolgt das Lobbying direkt durch die gewählten Parlamentarier, obschon auch weitere institutionelle Möglichkeiten wie die Teilnahme an Expertenkommissionen oder die Vernehmlassungsverfahren existieren. In jüngster Zeit betrafen mehrere Gesetzesvorhaben unmittelbar die Interessen der Muslime in der Schweiz, und alle grossen Parteien haben Strategiepapiere über den Islam erstellt, oft ohne die Vertreter der muslimischen Gemeinschaften zu konsultieren. Die Muslime in der Schweiz sollten ihre Kontakte mit Parlamentariern und den Parteien intensivieren, um ihre Anliegen anbringen zu können.

*Die GMS empfiehlt den **muslimischen Organisationen**, ein effizientes Lobbying bei den politischen Parteien und Parlamentariern zu organisieren.*

Konkret:

Die GMS legt den muslimischen Organisationen nahe, den politischen Parteien und den Parlamentariern Informationen anzubieten und Gesprächspartner vorzuschlagen, diese Vorschläge aber nicht aufzudrängen. Die Gruppe schlägt vor, die Parteien für die Anliegen der Muslime in der Schweiz zu sensibilisieren, indem Schweizer Bürger muslimischer Religionszugehörigkeit eine Vermittlerrolle oder Brückenfunktion zwischen den verschiedenen kulturellen und religiösen Bevölkerungsgruppen einnehmen, beispielsweise im Rahmen regelmässiger Dialogen mit den verschiedenen Parteien.

Die GMS macht zudem auf die Wichtigkeit einer jeweils angemessenen Kommunikationsstrategie für politische Parteien aufmerksam (cf. *Empfehlungen Medien*).

9 **Empfehlungen im Zusammenhang mit der Arbeitswelt**

9.1 **Zugang zum Arbeitsmarkt erleichtern**

Die Berufstätigkeit ist ein wesentlicher Integrationsfaktor für Personen mit Migrationshintergrund. Mehrere Studien³⁹ zeigen allerdings auf, dass sich junge Menschen mit Migrationshintergrund besonders schwer tun, eine Lehrstelle und eine Anstellung zu finden⁴⁰, und dass junge Muslime in akademischen Ausbildungen sehr gering vertreten sind.

*Die GMS empfiehlt den **muslimischen Gemeinschaften** und den zuständigen Institutionen und Organisationen (**kantonale Wirtschaftsämter, Gewerkschaften, Arbeitgeberverbände** etc.), die **Chancengleichheit** beim Zugang zum Arbeitsmarkt für alle Jugendlichen und jungen Erwachsenen zu fördern, unabhängig von ihrer Herkunft oder Konfession.*

Konkret:

Die GMS schlägt den muslimischen Gemeinschaften vor, eine Bestandesaufnahme der bestehenden Studien zu erstellen, um die **Ursachen der Ausgrenzung** zu ergründen und **Lösungsvorschläge** zu formulieren. Weiter die teils veralteten Studien zu aktualisieren und zu vertiefen, um über zuverlässige statistische Informationen zu verfügen (cf. *Empfehlungen*. 1.4, *Observatorium für Diskriminierungsfälle*).

Zur **Unterstützung der Ausbildung** junger Muslime schlägt die GMS den muslimischen Gemeinschaften das Anbieten von Nachhilfeunterricht sowie die Gründung eines Stipendienfonds für Studenten vor. Die GMS empfiehlt den muslimischen Gemeinschaften, ihre jungen Mitglieder aufzufordern, an **Mentoring-Programmen** teilzunehmen, um einen erleichterten Zugang zu Lehrstellen zu haben (z.B. das Mentoringprogramm »Ithaka«⁴¹ oder das bernische Projekt »incluso«⁴² für Migrantinnen). Weiter lädt die GMS die **muslimischen Berufsleute** ein, sich vermehrt als Coach zu engagieren und ruft sie muslimische Arbeitgeber auf, Lehrstellen zu schaffen. Ausserdem schlägt die GMS die Erwägung einer Anonymisierung von Bewerbungsunterlagen vor.

10 **Empfehlungen im Zusammenhang mit Information und Sensibilisierung**

10.1 **Vorurteile und Ängste abbauen**

Seit ein paar Jahren sind im Westen vermehrt geringschätzig Reaktionen und diffuse Ängsten gegenüber dem Islam und den Muslimen festzustellen. Natürlich ist es kontraproduktiv, Ängste mit der Begründung zurückzuweisen, sie seien irrational. Tatsächlich gründen die Feindgefühle gegenüber den Muslimen Europas aber mehr auf Vorurteilen als auf konkreten Tatsachen und Erfahrungen. Es ist von entscheidender Bedeutung, die Vorurteile abzubauen und den Islam und die Muslime in ihrer ganzen Vielfalt zu zeigen, um diesen Ängsten entgegenzuwirken.

³⁹ Unter anderen die Publikation »Integration und Arbeit« der Eidgenössischen Kommission für Migrationsfragen

⁴⁰ Theres Egger (2003): Integration und Arbeit. Bern: Eidgenössische Ausländerkommission EKA (http://www.ekm.admin.ch/de/dokumentation/doku/mat_arbeit_d.pdf)

⁴¹ http://www.hfh.ch/webautor-data/70/szh09_ithaka-Schellenberg-Studer.pdf

⁴² http://www.isabern.ch/front_content.php?idcat=17

Die GMS rät allen Akteuren, auf Tatsachen beruhende, objektive und vielseitige Informationen über den Islam und den Alltag der Muslime in der Schweiz zu vermitteln. Die Intensivierung der Diskussions- und Austauschmöglichkeiten zu diesem Thema würde ermöglichen, dass

- Vorurteile und irrationale Vorstellungen über Muslime und den Islam korrigiert und Ängste abgebaut würden;
- Spannungen gelöst würden, indem die Gemeinsamkeiten von Muslimen und Nicht-Muslimen sichtbar und Muslime als Normalbürger wahrgenommen würden;
- Polemiken entschärft würden, indem missbräuchliche Vermischungen von Islam und Migration und Integration, von Islam und Terrorismus und Islam und Tradition berichtigt werden könnten.

Konkret:

Die GMS empfiehlt den **muslimischen Organisationen**, mit einer einzigen Stimme zu sprechen, um als glaubwürdige und wichtige Partner wahrgenommen zu werden und die gegenseitige Ausgrenzung sowie die ungünstige Unterscheidung zwischen »guten« und »schlechten« Muslimen zu vermeiden, ohne aber Differenzen und Meinungsverschiedenheiten zu nivellieren. Es ist besonders wichtig, dass sich die muslimischen Organisationen in dieser Hinsicht organisieren und in der Öffentlichkeit visibler und präsenter auftreten. Die Darstellung der Vielfalt muslimischen Lebens in der Schweiz in Filmen, Publikationen, Sendungen und Plakatkampagnen⁴³ kann ebenfalls dazu beitragen, Vorurteile und unbegründete Ängste abzubauen.

Partnerschaften:

- Zusammenarbeit mit der Kampagne »Aller Anfang ist Begegnung«⁴⁴ im Rahmen einer Plakatkampagne
- Verein »tuos – für eine offene und tolerante Schweiz«⁴⁵, der eine ähnliche Kampagne erwägt

11 Transversale Empfehlungen

11.1 Mapping der Akteure

Zum Thema des Islam und der Muslime in der Schweiz gibt es keine umfassende Zusammenstellung darüber *Wer macht* und *Wer wer ist?*. Entsprechend ist es oft schwierig, bei einer bestimmten Frage schnell an die zuständige Kontaktstelle zu gelangen. Des Weiteren kann es zu Doppelspurigkeiten und zum Verlust von Synergien kommen.

*Zur Beantwortung der Fragen Wer macht was? und Wer ist wer? bezüglich des Islam und der Muslime in der Schweiz schlägt die GMS die Erstellung eines **Mappings** der Akteure vor.*

Konkret:

Die GMS regt an, Angaben über die Akteure und die wichtigsten Bereiche zusammenzustellen, die für ein harmonisches Zusammenleben von religiösen und kulturellen Gruppen in der Schweiz von Belang sind. Solch ein detailliertes Mapping der Akteure und der laufenden Aktivitäten würde insbesondere die kulturellen und religiösen Organisationen und Vereine sowie die interreligiösen Plattformen und die zuständigen Departemente und Ämter auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene umfassen. Dieses Dokument könnte in enger Zusammenarbeit mit einer akademischen Institution in der Schweiz ausgearbeitet werden, wodurch zugleich die Objektivität und Legitimität des Papiers garantiert würde.

11.2 Gründung eines Fonds für ein besseres Zusammenleben

Zahlreiche Empfehlungen des vorliegenden Dokuments können mittels einer angemessenen Finanzierung durch die muslimischen Gemeinschaften umgesetzt werden. Zur Ergänzung einer möglichen Finanzierung durch Schweizer Geldgeber wäre es angebracht, dass die muslimischen Gemeinschaften einen Teil der Aktivitäten selbst finanzieren und dadurch auch ihr Engagement gegenüber der schweizerischen Gesellschaft allgemein betonen.

*Die GMS schlägt den **muslimischen Gemeinschaften** vor, einen Fonds aus Beiträgen von in der Schweiz lebenden Muslimen zu gründen. Von Spendenaufrufen für Mittel aus dem Ausland wird indes abgeraten.*

Konkret:

Dieser Fonds könnte Stipendien finanzieren und Projekte für ein besseres Zusammenleben zwischen Muslimen und Nicht-Muslimen unterstützen. Mittelfristig könnten die muslimischen Gemeinschaften die Gründung eines Hilfswerks in Erwägung ziehen, das allen hilfsbedürftigen Personen unabhängig von ihrer Religion oder Nationalität beisteht. Die positiven Beiträge der Muslime für die Gesellschaft würden derart aufgewertet. Eine Zusammenarbeit mit anderen, religiös motivierten Hilfswerken (z.B. HEKS) ist ebenfalls zu erwägen.

⁴³ z. B. eine Kampagne in Deutschland: http://www.2.bp.blogspot.com/_F1drdnEoXbw/SyEEDXwhIwI/AAAAAAAAACU/3z7G1T9aLjw/s1600-h/kampagne-3.property%3Dbild,width%3D,height%3D.jpg oder in Grossbritannien: <http://www.inspiredbymuhammad.com/campaign.php>

⁴⁴ <http://www.aller-anfang-ist-begegnung.ch/>

⁴⁵ <http://www.tuos.ch/de.html>

11.3

Gründung eines Kompetenzzentrums

Mehrere Empfehlungen dieses Dokuments legen die Gründung eines Kompetenzzentrums nahe, das unter anderem den Bereich Medien und die Organisation eines politischen Lobbying behandelt.

*Zur Behandlung des Themas Islam und Muslime in der Schweiz aus staatsbürgerlicher und nicht aus religiöser Sicht empfiehlt die GMS die **Gründung eines Kompetenzzentrums**, das sich aus muslimischen und nicht-muslimischen Experten zusammensetzt.*

Konkret:

Das Kompetenzzentrum würde konkrete Aktivitäten umsetzen, die im vorliegenden Dokument erwähnt werden, beispielsweise die Verwaltung des Fonds (11.2), die Ausarbeitung einer Kommunikationsstrategie (7.1), eine Beobachterfunktion der Presse (7.1) wahrnehmen, einen Think Tank (5.2) bilden sowie Lobbyaktivitäten verfolgen (8.3).

11.4

Gründung einer einheitlichen Institution, die die Muslime in der Schweiz vertritt

Derzeit gibt es zahlreiche muslimische Vereine und Organisationen in der Schweiz, die in den letzten Jahren viel erreicht, aber noch keine einheitliche repräsentative Institution aufgebaut haben. Die Umsetzung vieler Empfehlungen dieses Papiers würde durch eine klarere Festlegung der Schlüsselakteure für die Schweizer Muslime sowie einer einheitlichen Position erleichtert. Die Bundes- und Kantonsbehörden sprechen sich ebenfalls für die Gründung einer offiziellen und demokratischen Struktur der Muslime in der Schweiz aus, die als öffentlich-rechtliche Organisation anerkannt werden könnte. Nichtsdestotrotz ist sich die GMS der Schwierigkeit bewusst, alle Muslime in einer einzigen Kategorie zusammenzufassen sowie eine einheitliche, formelle Instanz zu schaffen.

*Die GMS begrüsst die unternommenen Anstrengungen und die Erfolge betreffend der Organisation der Muslime in der Schweiz. Sie empfiehlt, die Bestrebungen noch zu intensivieren und eine **einheitliche Institution zu gründen, die die Muslime in der Schweiz offiziell vertritt – oder zumindest eine flexible Schirmorganisation**, die dazu beiträgt, innerhalb der Vielfalt Übereinstimmungen zu schaffen und »Ghettoisierungen« zu überwinden, ohne jedoch Unterschiede aufzuheben.*

Konkret:

Die GMS schlägt vor, auf Kantons- sowie auf Bundesebene muslimische Institutionen einzurichten, die von allen Muslimen als legitim anerkannt werden. Sie ist sich der schwierigen Aufgabe bewusst, »neutrale« Vertreter, die nicht an eine spezifische Gemeinschaft gebunden sind, zu ernennen und empfiehlt deshalb, die Vertreter durch Wahlen zu bestimmen.

Minareti, due anni dopo: sostituire il rifiuto con il rispetto

29/11/2009 la notizia dei risultati del voto sui minareti risuonava come un onda di choc in Svizzera, scuotendo al suo passaggio gli ambienti politici, e sollevando delle onde molto al di là delle frontiere nazionali. A sud del Mediterraneo, naturalmente, ma anche oltre l'Atlantico dove degli americani divertiti si stupivano che l'Europa progressista potesse mostrarsi così arretrata in materia di diversità religiosa. Il nostro paese si è trovato a guardare il mondo musulmano con inquietudine, preoccupato per le eventuali ritorzioni provocate da questa offesa indiretta.

Passato il primo imbarazzo e una volta calmate le paure, restava a coloro che hanno poteri decisionali e ai cittadini il compito di comprendere perché questa proposta giudicata strampalata avesse incontrato un tale sostegno popolare e perché si fosse potuto sottostimare l'importanza di una reazione appropriata. Si doveva anche dimostrare che l'iniziativa "non nasceva assolutamente da un sentimento ostile nei confronti dell'Islam e i musulmani in Svizzera". Parallelamente a delle iniziative politiche, un gruppo di cittadini svizzeri musulmani si è organizzato per studiare le motivazioni del voto e identificare i percorsi per reagire in modo concreto. Questo "raggruppamento di svizzeri musulmani" (RSM), uno spazio informale di scambio, riflessione e proposte, ha analizzato la realtà musulmana e il fenomeno della sua attuale mancanza di rappresentazione in Svizzera. Oggi pubblica un inventario di proposte destinate ai poteri pubblici (federali, cantonali e comunali), alle comunità musulmane e di altre religioni, ai partiti politici, agli opinion leader e ai cittadini.

I dibattiti sull'Islam in Svizzera sono spesso legati alla questione dell'integrazione degli immigrati, sebbene una grande porzione della popolazione musulmana sia di cittadinanza svizzera e i problemi concreti di convivenza con i musulmani in Svizzera siano raramente emersi. In pratica, le analisi di voto hanno confermato come il problema sollevato dall'iniziativa "anti-minareti" sia legata all'immagine negativa dell'Islam e dei musulmani diffusa nella società svizzera.

Derivante da questioni di politica nazionale e internazionale che sono indipendenti dai musulmani in Svizzera, questa percezione distorta si spiega anche attraverso la debole rappresentazione dei musulmani nella vita pubblica del paese. Una scelta di discrezione, il rifiuto di imporre la propria religione nell'ambito della sfera pubblica, una mancanza di sfruttamento delle proprie capacità e una certa discriminazione concorrono a ostacolare la piena partecipazione dei musulmani nella società.

Il catalogo di raccomandazioni che il RSM propone consiste in una rassegna di ciò che attualmente si fa in Svizzera per promuovere l'inclusione e la coesione. Il catalogo propone delle modalità di azione complementari che permettano ai musulmani svizzeri di partecipare pienamente alla vita sociale, politica e associativa e di dare visibilità al loro contributo nella società. Queste misure mirano a rinforzare due ambiti: comunicazione e cittadinanza. La prima perché una migliore informazione e l'apertura di canali di comunicazione permetteranno di distinguere tra pregiudizi e diffidenze reciproche da un lato e la realtà dall'altro; la seconda perché un coinvolgimento comune nella società avrebbe l'effetto di disinnescare le paure e i malintesi che sono stati espressi in occasione del voto. Si vede in questo documento che la maggioranza delle raccomandazioni è diretta ai musulmani svizzeri, traducendo in questo modo la volontà del RSM di coinvolgere le proprie comunità e di prendere le distanze da un atteggiamento attendista nei confronti della società. Non si tratta che di uno sforzo tra tutti quelli necessari per vivere bene in un contesto di pluralismo culturale e sostituire il rifiuto con il rispetto. È a questo che il catalogo di raccomandazioni spera di contribuire.

Raggruppamento degli Svizzeri Musulmani (RSM)

Riflettere e agire dopo il voto del 29 novembre 2009 (iniziativa “anti-minareti”)

Catalogo di raccomandazioni

Il RSM: Obiettivi, membri, incontri e raccomandazioni

La Fondazione Cordoba di Ginevra ha la missione di promuovere lo scambio tra culture e civiltà nello spirito di Cordoba, e di contribuire alla ricerca e alla promozione della pace. Il suo programma di ricerca-azione Cordoba Ora analizza le dinamiche sociopolitiche e religiose in contesti sensibili allo scopo di mettere all’opera strategie di trasformazione del conflitto, particolarmente nel mondo arabo-musulmano e sul tema dell’Islam in Europa.

In reazione all’iniziativa popolare svizzera “contro la costruzione dei minareti”, approvata il 29 novembre 2009, la fondazione Cordoba di Ginevra ha messo in piedi un “Raggruppamento degli svizzeri musulmani” (RSM).

Obiettivi

Il raggruppamento degli svizzeri musulmani (RSM) riunisce delle svizzere e degli svizzeri di confessione musulmana, rappresentativi delle regioni linguistiche e della diversità dell’Islam in Svizzera. Il RSM non è un’ennesima associazione islamica, ma uno spazio cittadino informale di scambio, di riflessione e di proposta (*think-tank*).

Il RSM è un’iniziativa indipendente ma complementare al progetto “Muslim Dialog 2010”, messo in piedi dalla Confederazione sulla scia della votazione “anti-minareti” allo scopo di costruire un dialogo strutturato con delle musulmane e dei musulmani in Svizzera.

Il gruppo RSM si è dato il compito di:

- Analizzare il risultato del voto del 29 novembre 2009
- Determinare le cause di tale risultato e i mezzi di porvi un rimedio
- Studiare e descrivere la realtà musulmana nella Svizzera di oggi
- Esaminare la mancanza di rappresentazione dei musulmani nel dibattito pubblico in Svizzera
- Riflettere su ciò che gli Svizzeri di confessione musulmana possono o vogliono fare nei confronti di questo risultato
- Fare delle proposte concrete agli svizzeri musulmani
- Fare delle proposte concrete agli opinion-leader
- Fare delle proposte concrete ai poteri pubblici

A questo scopo, e per aiutare a dare un volto e una voce alle svizzere e agli svizzeri musulmani, il RSM si è riunito più volte tra il 2010 e il 2011. Il prodotto di questo brainstorming è un catalogo di raccomandazioni dirette a diversi attori in Svizzera con l’obiettivo di una migliore convivenza in Svizzera.

Costituzione del gruppo

La Fondazione Cordoba di Ginevra ha avvicinato dei partecipanti potenziali selezionati attraverso dei criteri come:

- una cittadina o un cittadino svizzero “ben ambientati”, che conoscano bene la cultura svizzera
- di confessione musulmana (praticante o meno), che conosca bene la religione
- partecipazione a titolo personale e non come rappresentate di una associazione
- persone che non abbiano una forte esposizione mediatica, nell’idea di evitare la ripetizione di proposte già conosciute ma di consentire l’emergere di nuove idee

Si è cercato di ottenere per quanto possibile una rappresentazione equilibrata tra le regioni geografiche di residenza, tra le regioni di origine (Svizzera, Africa del Nord, Medio Oriente, Africa sub-sahariana, Balcani, Turchia, Asia Centrale, Iran, India/Pakistan, Asia Sudorientale); tra giovani e adulti, tra uomini e donne e di profili socio-professionali diversificati.

Un primo gruppo è stato invitato a un incontro durante il quale ogni partecipante ha potuto invitare a sua volta una o due persone. Il numero di persone che hanno contribuito regolarmente alle discussioni è stato in media di dieci per la durata del progetto.

Incontri

Cinque occasioni di discussione hanno avuto luogo tra il 2010 e il 2011 sui seguenti temi:

- Concetto e aspetti cruciali del progetto RSM
- Responsabilità dei diversi attori nell’approvazione dell’iniziativa “contro la costruzione dei minareti in Svizzera”, e prime vie di possibili soluzioni a questa situazione
- Situazione generale dei musulmani in Svizzera
- Analisi delle ragioni dietro l’accettazione della votazione (diagnosi)
- Primo brainstorming per formulare delle proposte di soluzione
- Elaborazione concreta della lista di raccomandazioni
- Cittadinanza, visibilità, “svizzeritudine”, islamicità.
- Tipi di comunicazione, soprattutto in rapporto all’emotività del dibattito riguardo all’Islam in generale ai minareti in particolare
- Legittimità e ruolo del gruppo in futuro
- Scambio di opinioni intorno alla lista di raccomandazioni con due persone esterne al gruppo

Catalogo di raccomandazioni

Sulla base del brainstorming e delle discussioni del gruppo è stato elaborato un catalogo di raccomandazioni e di proposte concrete destinato a diversi attori della società svizzera: le autorità federali, cantonali e comunali; i partiti politici; gli intellettuali; i media; le comunità musulmane e le altre comunità religiose; e i cittadini (il “grande pubblico”).

Il RSM è uno spazio informale di riflessione e di scambio cittadino i cui membri hanno prodotto le proposte raccolte nel catalogo (le quali rispecchiano le discussioni senza necessariamente essere condivise da tutti i membri). Sebbene il documento sia stato sottoposto alla consultazione di un ampio ventaglio di persone e sebbene siano stati integrati al suo interno commenti e critiche, il RSM non ha assolutamente l’ambizione di parlare a nome dei musulmani di Svizzera né di rappresentarli legittimamente. Per dare maggior peso e legittimità alle raccomandazioni prodotte dal RSM, sarebbe indispensabile consultare in modo più vasto e sostanziale un grande numero di attori allo scopo di ottenerne il sostegno.

Il RSM è consapevole del rischio di stigmatizzare gli svizzeri musulmani generato da una riflessione specifica su questo tema (a causa di una attenzione suscettibile di rinforzare il fenomeno di “othering”). In effetti, gran parte delle sfide evocate non è appannaggio dei soli musulmani, e sono al contrario condivise con altre minoranze, soprattutto degli immigrati – e le raccomandazioni

sarebbero dunque applicabili anche a loro. In più, esiste un antagonismo tra l’augurio di mobilitare delle persone di contatto “influenti e rappresentative” e la preoccupazione di ridurre gli svizzeri musulmani a una categoria uniforme, nascondendo per esempio le persone non o poco praticanti. C’è dunque un paradosso della “non-rappresentabilità” dei musulmani di Svizzera. Il RSM riconosce anche che le autorità svizzere hanno il delicato compito di preservare la coesione sociale cercando di immischiarsi il meno possibile nelle questioni religiose. Dato che creare delle nuove istanze specializzate può essere contro-produttivo, bisognerebbe piuttosto cercare di sfruttare al massimo le strutture esistenti per integrarvi in modo trasversale le preoccupazioni specifiche dei musulmani di Svizzera.

Infine, un approccio pragmatico sulla questione dovrebbe essere privilegiato al massimo, attraverso azioni concrete di avvicinamento al quotidiano e ricorrendo ad azioni politiche o giuridiche solo come ultime risorse.

1 Raccomandazioni relative alle autorità federali

1.1 Partecipazione alle procedure di consultazione

Il RSM consiglia alle autorità federali di integrare i musulmani in modo più sistematico nelle consultazioni riguardanti i temi che li riguardano. Inoltre, consiglia alle organizzazioni ombrello musulmane di esprimersi sui temi che le riguardano anche quando non sollecitate direttamente dalle autorità federali.

1.2 Coordinazione e comunicazione delle attività a livello federale

Malgrado la necessità di riservatezza di certe attività, il RSM consiglia alle autorità federali di rinforzare a livello federale la coordinazione delle azioni che riguardano gli svizzeri musulmani e di accrescere gli sforzi di comunicazione nei confronti della popolazione svizzera.

1.3 Sostegno alla comunicazione attraverso canali statali

Il RSM saluta le iniziative delle autorità federali nel campo della diffusione di un'informazione sui fatti che riguardano l'Islam e i musulmani in Svizzera e propone loro di impegnare ancora di più i canali statali integrando questi sforzi nelle politiche generali di cultura e integrazione. Il RSM suggerisce agli svizzeri musulmani di elaborare dei progetti artistici, culturali, scientifici e sportivi che tocchino le questioni d'integrazione e convivenza e che contribuiscano a fare chiarezza sui musulmani e l'Islam in Svizzera. Questi progetti saranno proposti a istituzioni statali come Pro Helvetia, il Servizio per la lotta al razzismo (SLR) o il Fondo Nazionale per un sostegno politico o finanziario, e potrebbero essere realizzati in partenariato con la commissione federale contro il razzismo (CFR).

1.4 Andare oltre una prospettiva di analisi "integrazione" sull'Islam in Svizzera

Poiché un gran numero di musulmani svizzeri sono cittadini e/o di seconda, terza generazione, il RSM raccomanda alle autorità federali di non focalizzarsi unicamente sulla prospettiva "integrazione" per le questioni legate ai musulmani di Svizzera, ma di aprire l'approccio agli aspetti di cittadinanza e di lavorare sulle questioni di discriminazione, di eguaglianza di possibilità e di ostilità nei confronti dei musulmani. L'evoluzione della politica federale d'integrazione deve perseguire questa direzione rinforzando la legislazione anti-discriminazione. Allo scopo di valorizzare meglio l'aspetto cittadinanza, il RSM propone che il dipartimento federale dell'interno sia l'organo competente per la coordinazione delle questioni legate ai musulmani in Svizzera, piuttosto che il dipartimento di giustizia e polizia rappresentato dall'ufficio federale della migrazione.

2 Raccomandazioni relative alle autorità cantonali

2.1 Piattaforme di scambio e di informazione

Il RSM raccomanda alle autorità cantonali di stabilire in modo sistematico e regolare delle piattaforme di scambio e d'informazione con i rappresentanti delle diverse confessioni. Le riunioni con i rappresentanti di tutte le comunità religiose dovranno essere completate con delle riunioni bilaterali con ogni comunità religiosa.

2.2 Sostegno delle attività delle organizzazioni musulmane svizzere

Il RSM consiglia ai dipartimenti interessati delle autorità cantonali di mostrare apertamente l'attenzione dedicata ai musulmani dalle autorità (così come alle altre comunità), ciò che è un simbolo importante di riconoscimento e apprezzamento, e può anche stimolare l'accettazione dei musulmani dalla società. Il RSM raccomanda alle comunità musulmane di invitare regolarmente i dipartimenti interessati delle autorità cantonali (e comunali) a tutti gli avvenimenti culturali musulmani.

3

Raccomandazioni relative alle autorità comunali

3.1

Partecipazione alla vita del comune

Il RSM consiglia ai musulmani che vivono in Svizzera di partecipare attivamente alla vita del comune. Le attività associative possono essere una piattaforma ideale per rinforzare la conoscenza e l'accettazione reciproca tra musulmani e non musulmani, diminuendo i pregiudizi. Raccomanda alle autorità comunali di sostenere le associazioni musulmane o culturali e di incoraggiare i collegamenti tra di esse.

3.2

Scambi culturali

I pregiudizi sono spesso legati a una mancanza di contatto e di conoscenza reciproca. Il RSM consiglia alle autorità locali e alle associazioni culturali di incoraggiare lo scambio culturale attraverso eventi differenti.

3.3

Sostegno negli sforzi di ricerca di luoghi di preghiera dignitosi

Il RSM consiglia alle commissioni di costruzione e di pianificazione del territorio di sostenere i musulmani nella ricerca di luoghi dignitosi di preghiera, anche nelle zone urbane per creare dei contatti diretti e una vera coabitazione e riconoscere il diritto legittimo delle comunità musulmane a essere visibili.

4

Raccomandazioni relative all'istruzione pubblica

La mancanza di conoscenza obiettiva sull'Islam e sulla dimensione quotidiana dei musulmani in Svizzera è stata identificata a più riprese come uno dei maggiori ostacoli a una vita in comune tra musulmani e non musulmani in Svizzera. La scuola è il posto ideale per dare alle generazioni future accesso a un'informazione obiettiva e per promuovere una migliore comprensione e accettazione tra diversi gruppi confessionali.

4.1

Corsi sulle religioni e l'etica nelle scuole

Il RSM si rallegra dell'integrazione sistematica della materia "religioni ed etica" nei piani di studio. Raccomanda alle autorità cantonali di perseguire gli sforzi in direzione della diffusione da parte dell'istruzione pubblica di un'informazione obiettiva sull'Islam, la vita e le sfide dei musulmani in Svizzera. Una buona preparazione dei professori è importante, soprattutto per distinguere tra gli aspetti della religione, della tradizione e della cultura. Le scuole hanno un ruolo da giocare nella promozione di una migliore convivenza tra culture e religioni differenti.

4.2

Insegnamento religioso islamico nei locali delle scuole

Il RSM consiglia alle autorità comunali di offrire la possibilità di tenere l'insegnamento religioso islamico nei locali della scuola quando le basi legali del cantone lo permettano. La Commissione federale contro il razzismo ha sottolineato i vantaggi di tale pratica: i bambini si sentono valorizzati e non messi da parte, mentre le autorità cantonali possono conoscere il contenuto e la qualità dell'insegnamento e reagire se necessario. Il RSM consiglia di mettere in piedi una formazione riconosciuta per imam, cappellani musulmani e insegnanti in religione islamica¹ e consiglia alle organizzazioni musulmane di creare una piattaforma di scambio tra insegnanti di religione islamica.

4.3

Risoluzione dei conflitti con una dimensione religiosa nella scuola

Le scuole formano un microcosmo della società svizzera e si ritrovano di conseguenza a volte a confrontarsi con delle tensioni e dei conflitti legati a degli aspetti religiosi. Il RSM si esprime a favore di soluzioni pragmatiche ai problemi che possono emergere in relazione alla religione degli allievi. Sostiene tuttavia l'elaborazione di un quadro di consigli e regole da parte delle autorità cantonali o comunali al cui interno possano essere trovate delle soluzioni caso per caso. Tra l'altro, il RSM raccomanda che si faccia appello all'esperienza dei cappellani musulmani allo scopo di risolvere i conflitti sociali quando necessario, soprattutto una volta che una formazione riconosciuta sarà messa in piedi. Inoltre il RSM consiglia di creare una "istanza di saggi" che possa far partire il dialogo e mediare in modo da disinnescare i conflitti prima che si intensifichino.

¹ Vedere anche il rispettivo sito del PNR: http://www.nfp58.ch/f_projekte_muslime.cfm?projekt=124

5 **Raccomandazioni relative agli intellettuali e agli opinion leader svizzeri**

5.1 **Più temi accademici legati all'Islam e agli svizzeri musulmani**

Il RSM consiglia agli ambienti accademici di trattare maggiormente l'Islam e il contesto di vita dei musulmani in Svizzera all'interno dei propri temi di lavoro, procedure e discussioni. Disporre di informazioni obiettive e accademiche su questo soggetto e diffonderle contribuirà a disfare i pregiudizi. Il RSM consiglia allo stesso modo di considerare la creazione di un pool di esperti sul tema dell'Islam e dei musulmani in Svizzera che sarà costituito sia di musulmani sia di non musulmani e che servirà da osservatorio.

5.2 **Sostegno agli intellettuali musulmani e integrazione in dei think tank**

Il RSM consiglia di includere più musulmani nei think tank e nei circoli di discussione intellettuale, non solamente per le questioni che tocchino l'Islam o l'integrazione, ma anche per questioni di organizzazione, sviluppo e coesione della società. Inoltre, sostiene il consolidamento di think tank musulmani.

5.3 **Mobilizzare l'Arte per le questioni legate all'Islam e agli svizzeri musulmani**

L'approccio artistico permette di avvicinare il tema dell'Islam e del quotidiano dei musulmani in Svizzera in modo alternativo, più sfumato e interessante, e può arrivare a un pubblico poco interessato agli studi scientifici. Il RSM consiglia agli artisti in Svizzera di interessarsi alle questioni legate all'Islam e ai musulmani in Svizzera, e di organizzare degli eventi artistici (anche di natura umoristica) che coinvolgano congiuntamente artisti musulmani e non musulmani promuovendo una migliore convivenza. Va da sé tuttavia che l'arte non debba essere asservita a una missione di sensibilizzazione e che gli artisti non possano essere ridotti alla loro appartenenza religiosa.

6 **Raccomandazioni relative ad altre comunità religiose**

6.1 **Solidarietà reciproca in caso di aggressione contro le comunità religiose**

Gli attacchi violenti diretti ai membri di qualunque comunità religiosa sono deplorabili e devono essere sistematicamente condannati. Il RSM consiglia a tutte le comunità religiose di mostrare reciproca solidarietà in caso di aggressione e di violenza contro qualunque altra comunità religiosa (manifestazioni, comunicati stampa congiunti).

6.2 **Organizzazione di eventi in comune**

Organizzare degli eventi e delle attività in comune permette spesso di creare più rispetto e comprensione che non un dialogo astratto sulle similitudini e le differenze tra le rispettive religioni. La creatività permette agli individui di conoscersi in quanto esseri umani e non in quanto rappresentanti di una religione. Il RSM consiglia alle comunità religiose di organizzare delle attività congiunte con i membri di altre comunità religiose.

6.3 **Dialogo interreligioso**

Il RSM sottolinea l'importanza che tutte le comunità religiose possano partecipare allo stesso modo ai dialoghi interreligiosi e che vi si impegnino attivamente. È necessario evitare che un gruppo "domini" un altro, qualunque sia il numero dei partecipanti, le tendenze politiche o altri aspetti organizzativi.

7 **Raccomandazioni relative ai media**

7.1 **Copertura mediatica sui temi legati all'Islam e ai musulmani di Svizzera**

I media giocano un ruolo centrale nell'informazione e nella formazione delle opinioni, in particolare sulla tolleranza verso le religioni minoritarie in Svizzera e dunque l'Islam. Il RSM raccomanda alle comunità musulmane in Svizzera di rinforzare e professionalizzare i loro contatti con i giornalisti e i media, e di proporre attivamente dei temi. Consiglia ai giornalisti svizzeri di continuare a formarsi e a informarsi sul tema delle religioni. Inoltre, Il RSM incoraggia la creazione di un pool di esperti o di un media center sul tema dei musulmani in Svizzera.

8 **Raccomandazioni relative ai partiti politici**

8.1 **Partecipazione politica in quanto elettore**

Il RSM raccomanda alle organizzazioni musulmane e ai partiti politici di incoraggiare la partecipazione attiva dei cittadini musulmani alla vita politica in quanto elettori. Il RSM sottolinea in modo generale l'importanza di promuovere l'idea di una cittadinanza piena per incoraggiare i musulmani a giocare pienamente il proprio ruolo nella vita civile.

8.2 **Partecipazione politica in quanto candidati**

Partecipare attivamente alla vita politica locale, regionale e nazionale è un fattore importante per una cittadinanza impegnata e costruttiva. Il RSM raccomanda alle organizzazioni musulmane e ai partiti politici locali di incoraggiare la partecipazione politica dei cittadini di confessione musulmana.

8.3 **Mobilizzazione degli strumenti di lobbying**

I musulmani in Svizzera devono rinforzare i legami con i parlamentari e i partiti politici per far ascoltare le proprie preoccupazioni. Il RSM raccomanda alle organizzazioni musulmane di organizzare un'efficace azione di lobbying presso i partiti politici e i parlamentari.

9 **Raccomandazioni relative al mondo del lavoro**

9.1 **Promozione dell'accesso al mercato del lavoro**

Il RSM consiglia alle comunità musulmane così come alle istituzioni e alle organizzazioni competenti (per esempio servizi economici cantonali, sindacati, unioni patronali) di promuovere l'uguaglianza di possibilità nell'accesso al mercato del lavoro per tutti i giovani indipendentemente dalla propria origine o confessione.

10 **Raccomandazioni relative all'informazione e alla sensibilizzazione**

10.1 **Decostruire i pregiudizi e disinnescare le paure**

Gli anni recenti hanno visto un'intensificarsi delle espressioni di disprezzo e di paura diffusa nei confronti dell'Islam e dei musulmani in Occidente. Allo scopo di rispondere a queste paure, è fondamentale decostruire i pregiudizi e mostrare l'Islam e i musulmani in tutta la loro diversità. Il RSM raccomanda a tutti gli attori che possono e lo desiderano di diffondere notizie obiettive e diversificate sull'Islam e sulla dimensione quotidiana dei musulmani in Svizzera. Moltiplicare le opportunità di discussione e di scambio su questo tema permetterà di rivedere i pregiudizi e le rappresentazioni irrazionali sui musulmani e l'Islam e disinnescare le paure; sdrammatizzare le tensioni, rendendo visibili i punti in comune tra musulmani e non musulmani, la "cittadinanza ordinaria" dei musulmani e di placare il dibattito decostruendo gli amalgami abusivi tra Islam, immigrazione e integrazione, Islam e terrorismo, e Islam e tradizione.

11 _____ **Raccomandazioni Trasversali**

11.1 _____ **Mappatura degli attori**

Allo scopo di sapere chi fa cosa e chi è chi intorno al tema dell'Islam e dei musulmani in Svizzera, il RSM raccomanda l'elaborazione di una mappatura degli attori.

11.2 _____ **Creazione di un fondo per una migliore vita in comune**

Il RSM consiglia alle comunità musulmane la creazione di un fondo alimentato da contributi di musulmani che vivono in Svizzera. Tuttavia sconsiglia di fare appello a donazioni provenienti dall'estero.

11.3 _____ **Creazione di un centro di competenze**

Allo scopo di permettere un lavoro intorno all'Islam e ai musulmani in Svizzera nell'ambito di una cornice di cittadinanza e non di una cornice religiosa, il RSM raccomanda la creazione di un centro di competenze composto di esperti musulmani e non musulmani. Il centro di competenze sarà incaricato della gestione di alcune delle attività menzionate in questo documento (strategia di comunicazione, fondi, osservatorio mediatico, think tank, lobbying).

11.4 _____ **Creazione di una istituzione unica di rappresentanza dei musulmani in Svizzera**

Il RSM saluta gli sforzi intrapresi e i successi nell'organizzazione dei musulmani in Svizzera. Consiglia di investire ancora di più e di creare un'istituzione unica che rappresenti ufficialmente i musulmani in Svizzera – o almeno un'organizzazione ombrello flessibile che aiuti a superare le pieghe comunitarie e che dia convergenza alle diversità pur senza annientarle.

Cette brochure est publiée par :
Diese Broschüre wird herausgegeben von:
Questo opuscolo è pubblicato da:

la Fondation Cordoue de Genève

Chemin des Vignes 2bis
1209 Genève
Suisse

Personne de contact :
Kontaktperson:
Persona di contatto:

Florence Laufer

florence.laufer@cordoue.ch

+41.22.734.10.07

+41.78.638.30.37

Janvier / Januar / Gennaio 2012

Le contenu ne reflète pas nécessairement la position de la Fondation Cordoue de Genève.
Der Inhalt muss nicht zwingend mit der Meinung der Fondation Cordoue de Genève übereinstimmen.
Il contenuto non riflette necessariamente la posizione della fondazione della Fondation Cordoue de Genève.

©2012 – Fondation Cordoue de Genève

